



REPUBLIQUE D'HAÏTI
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET
COMMUNICATIONS

Organisme d'exécution
UNITE CENTRALE D'EXECUTION
(UCE)

ACTUALISATION ETUDES RN5
CARREFOUR JOFFRE – GROS MORNE – BASSIN BLEU – PORT-DE-PAIX

Plan d'Action de Réinstallation (PAR)

Lot 1 Carrefour Joffre - Gros Morne

Financement: Banque Interaméricaine de Développement (BID) &
Gouvernement Haïtien (GoH)

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	4
1 INTRODUCTION.....	5
1.1 MISE EN CONTEXTE	5
1.2 OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR)	5
1.3 PRINCIPES DIRECTEURS DU PAR	5
1.4 CONTENU DU PAR.....	6
2 DESCRIPTION DU PROJET	6
2.1 GÉNÉRALITÉS.....	6
2.2 ZONE D'INTERVENTION DU PROJET ET DU PAR.....	6
3 CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	7
3.1 POLITIQUES DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE DE RÉINSTALLATION INVOLONTAIRE	7
3.2 CADRE JURIDIQUE HAÏTIEN	8
3.2.1 <i>Législation en vigueur en matière d'expropriation</i>	9
3.2.2 <i>Conclusions sur la législation en matière d'expropriation</i>	9
3.3 CADRE INSTITUTIONNEL HAÏTIEN	9
3.3.1 <i>Cadre officiel</i>	9
3.3.2 <i>Pratiques courantes d'expropriation</i>	10
3.4 DISPARITÉS ENTRE LES POLITIQUES DE LA BID ET LES PRATIQUES COURANTES DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN	11
4 CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE	12
4.1 ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET CARACTÉRISTIQUES DES CASEC.....	12
4.2 CARACTÉRISTIQUE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'ÉTUDE	13
4.3 CONSULTATION ET COLLECTE D'INFORMATIONS.....	15
5 IMPACTS DU PROJET	15
5.1 IMPACT SUR LES PERTES DES BIENS	15
5.2 IMPACTS ÉCONOMIQUES.....	17
5.3 RÉSUMÉ DES IMPACTS DU PROJET RELIÉS AU PAR.....	17
5.4 PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET (PAP)	18
6 STRATÉGIES DE COMPENSATION DU PAR.....	19
6.1 OBJECTIFS ET PRINCIPES DIRECTEURS DU PAR.....	19
6.2 ÉLIGIBILITÉ	19
6.2.1 <i>Éligibilité à la compensation</i>	19
6.2.1 <i>Date de cessation d'éligibilité des PAP</i>	19
6.3 MATRICE D'ÉLIGIBILITÉ ET MESURES DE COMPENSATION SELON LE TYPE D'IMPACT	19
6.4 ÉVALUATION DES PERTES ET DE LA VALEUR DE REMPLACEMENT	21
6.4.1 <i>Impact No.1 – Perte d'arbres fruitiers et bois d'œuvre : Méthodologie de calcul des compensations</i>	21
6.4.2 <i>Impact No.2 – Perte de biens immeubles et/ou d'équipements : Méthodologie de calcul des compensations</i>	21
6.4.3 <i>Impact No.3 – Perte de terre : Méthodologie de calcul des compensations</i>	22
6.4.4 <i>Impact No.4 – Perte directe de réalisation d'une activité économique : Méthodologie de calcul des compensations</i>	22
6.5 COMPENSATION EN ESPÈCES OU EN NATURE.....	22
6.6 RÈGLEMENT DES COMPENSATIONS	24
6.6.1 <i>Ententes de Compensation</i>	24
6.6.2 <i>Règlement des compensations</i>	24
6.7 ASSISTANCE AUX GROUPES VULNÉRABLES	25
6.8 PROCÉDURE DE GESTION DES PLAINTES (PGP)	25
7 IMPLANTATION DU PAR.....	25
7.1 COMITÉ DE COMPENSATION	25
7.1.1 <i>Rôles des membres du Comité de Compensation</i>	26

7.1.2 Un représentant/e/ de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du MTPTC	26
7.1.3 Les représentants des CASEC concernés.....	26
7.2 ÉVALUATION ET SUIVI DU PAR	26
7.3 CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE ET BUDGET	26
ANNEXES.....	28
ANNEXE A: DÉTAIL DES MONTANTS DES COMPENSATIONS PAR PERSONNE.....	28
ANNEXE B. VARIANTE (PK 13) (1/2000).....	31
ANNEXE C. ENTRÉE GROS MORNE (1/1000)	32
ANNEXE D : DÉTAIL DU BUDGET DES ACTIVITÉS DU PAR	33
ANNEXE E : PHOTOS	34
ANNEXE F : BARÈME DE PRIX PAR M ² , REVISÉ PAR LA COMMISSION TRI-SECTORIELLE DATÉ DE JANVIER 2011	36
ANNEXE G QUESTIONNAIRE DE RECENSEMENT	37
<i>Section 1. Caractéristiques du ménage</i>	37
<i>Section 2. Inventaire des bâtiments et structures affectés par le projet</i>	38
<i>Section 3. Terres occupées par le ménage</i>	38
<i>Section 4. Revenu mensuel du ménage</i>	39
<i>Section 5. Éducation</i>	40
<i>Section 6. Eau</i>	40
<i>Section 7. Santé</i>	40
<i>Section 8. Autres informations</i>	40
<i>Section 9. Consultation ouverte</i>	40
<i>Section 10. Croquis et observations générales</i>	41
<i>Section 11. Reçu de recensement-inventaire</i>	42
ANNEXE H. PERSONNES RENCONTRÉES	44
ANNEXE I. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	45

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 3.1 COMPARAISON DE LA LÉGISLATION ET DES PRATIQUES COURANTES DU GOUVERNEMENT D'HAÏTI ET L'OP 710 DE LA BID	11
TABEAU 3.2 ESTIMATION DE LA POPULATION EN 2019, SOURCE IHSI	13
TABEAU 3.3 SITUATION DES INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE	14
TABEAU 5.1 SITUATION DES MAISONS AFFECTÉES SUR LA RN5 LOT 1.....	15
TABEAU 5.2 TYPOLOGIE DES MAISONS AFFECTÉES.....	16
TABEAU 5.3 USAGE DES MAISONS AFFECTÉES	16
TABEAU 5.4 IMPACTS DU PROJET RELIÉS AU PRÉSENT PAR.....	18
TABEAU 6.1 MATRICE D'ÉLIGIBILITÉ ET MESURES DE COMPENSATION SELON LE TYPE D'IMPACT.....	20
TABEAU 6.2 RÉSUMÉ DES COMPENSATIONS	23
TABEAU 0.1 BUDGET ESTIMATIF POUR L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DU PAR	27

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BID	Banque Interaméricaine de Développement
BM	Banque Mondiale
CASEC	Conseil Administratif de Section Communale
CE	Commission d'Expropriation (MTPTC) remplacée depuis 2013 par le CPA
CPA	Comité Permanent d'Acquisition
CIAT	Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire
DGI	Direction Générale des Impôts
DUP	Déclaration d'Utilité Publique
HTG	Gourde (monnaie Haïtienne)
MTPTÉC	Ministère des Travaux Publics, Transports, Énergie et Communications
OP	Clause Opérationnelle
PAP	Personne Affectée par le Projet
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PGP	Procédure de Gestion des Plaintes
RN-5	Route nationale No.5
UCE	Unité Centrale d'Exécution (MTPTC)

1 INTRODUCTION

Le présent document présente le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) du projet d'actualisation de la RN5. Ce PAR a été élaboré afin de prendre en compte les impacts du projet sur la population locale.

Les travaux consistent à réhabiliter la route existante. Actuellement, la chaussée a une largeur avoisinant 5 à 6 mètres. Elle est en très mauvais état suite notamment à divers cyclones et au manque d'entretien. La future chaussée sera revêtue sur une largeur de 7 m plus deux accotements de 1.0 m de large de part et d'autre. En général, le tracé est conservé sauf entre le PK6 et le PK15.3. Cette variante a été conçue afin d'éviter des zones inondables.

Il est évident que ces travaux occasionneront des expropriations des riverains et des expropriations au niveau des terrains cultivés.

Aussi, en raison des dommages socio-économiques qu'entraîneront les travaux, la politique de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) en matière de réinstallation involontaire est-elle requise.

1.1 MISE EN CONTEXTE

L'État Haïtien entreprend de réhabiliter la RN5 avec un financement de la BID. Le projet de réhabilitation de la RN 5 prévoit trois lots

Lot 1 : Carrefour Joffre - Gros-Morne (25 km) ;
Lot 2 : Gros-Morne - Bassin Bleu (21 km); et
Lot 3 : Bassin Bleu - Port de la Paix (25 km).

Le présent rapport est relatif au lot 1 entre le Carrefour Joffre et Gros Morne.

1.2 OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION DE RÉINSTALLATION (PAR)

Le Plan d'Action de Réinstallation (PAR) a été élaboré en tenant compte des directives de la BID en matière de réinstallation involontaire des populations (OP 710) ainsi que des pratiques et réalités nationales en terme de mise en œuvre. Le principal objectif du PAR vise à éliminer si possible, ou tout au moins minimiser, les effets négatifs du projet sur les communautés locales et sur leurs activités économiques. Le PAR prévoit un dédommagement équitable des personnes et des ménages affectés.

Les activités suivantes ont été menées dans le cadre de ce PAR:

1. Visites de tronçon RN5 Carrefour Joffre-Gros Morne et notamment les secteurs particulièrement impactés par le projet ;
2. Identification et localisation préalable des personnes potentiellement affectées par le projet (PAP) et des impacts sociaux potentiels associés aux travaux de reconstruction de la route ;
3. Recensement-inventaire des PAP ;
4. Élaboration de la stratégie de compensation-réinstallation des PAP ;
5. Élaboration de la matrice préliminaire des PAP éligibles et du calcul des compensations correspondantes ;
6. Rédaction du présent PAR.

1.3 PRINCIPES DIRECTEURS DU PAR

L'UCE, chargée de l'exécution de ce PAR, réalise ses activités conformément au cadre légal et réglementaire de l'État haïtien. L'UCE s'engage également à mettre en œuvre les principes directeurs du PAR en tenant compte de la politique de sauvegarde de la BID en matière de réinstallation involontaire.

Le PAR se base sur les principes directeurs suivants :

- Participation et consultation des parties prenantes ;
- Évaluation juste, équitable et actualisée des pertes ;
- Résolution cordiale et ouverte des réclamations ;
- Paiement à temps et de façon transparente.

1.4 CONTENU DU PAR

Le PAR est présenté en sept (7) chapitres distincts :

1. Le **premier et présent chapitre** définit les objectifs et principes directeurs du PAR.
2. Le **chapitre 2** présente une brève description du projet et de la zone d'intervention.
3. Le **chapitre 3** résume le cadre juridique et institutionnel haïtien applicable en décrivant les pratiques nationales relatives à la compensation et l'expropriation. Les procédures de la BID sont aussi décrites et comparées à celles de gouvernement haïtien.
4. Le **chapitre 4** dresse un bref portrait du contexte socio-économique de la zone d'intervention du projet et des PAP.
5. Le **chapitre 5** fait la description des impacts du projet sur les PAP.
6. Le **chapitre 6** présente la stratégie de compensation-réinstallation du PAR. Ce chapitre définit l'éligibilité des PAP à la compensation, décrit la méthodologie de calcul des compensations et les procédures d'application.
7. Le **chapitre 7** présente brièvement les procédures d'implantation, de gestion et de suivi/évaluation du PAR. Finalement, un budget et un calendrier d'implantation sont proposés pour la mise en œuvre du PAR.

2 DESCRIPTION DU PROJET

2.1 GÉNÉRALITÉS

L'origine du projet est située à environ 3 km de l'est de Gonaïves au Carrefour Joffre, carrefour de la RN5 avec la RN1 reliant Port-au-Prince à Cap Haïtien. Le futur contournement de la RN1 autour de la ville de Gonaïves va déboucher au même carrefour.

La RN5, reliant Gonaïves à Port de Paix, a une longueur d'environ 70 km et son extrémité est située à l'entrée de Port de Paix.

La route, construite dans les années 1920-1930, n'a pas fait l'objet d'entretiens réguliers. Les dégradations sont généralisées et très souvent on constate que les désordres s'amplifient rapidement sous l'effet conjugué de départ du matériau de la faible couche de roulement et du manque total d'entretien.

Pendant les deux dernières années le remplacement de quelques radiers par des ponts en béton a été réalisé, ainsi que l'amélioration des passages difficiles.

L'itinéraire peut se scinder en deux sections, une première section qui se développe sur des plaines sèches (irriguées par un réseau de canaux) et agricoles, potentiellement soumises à des inondations saisonnières et une deuxième section sur des zones collinaires ponctuellement abruptes. La limite entre les deux parties coïncide avec la ligne de partage des eaux entre la vallée de la Quinte et des Trois Rivières (PK 16,35 au Bois Debout – Morne La Crête +/- 304 m de hauteur).

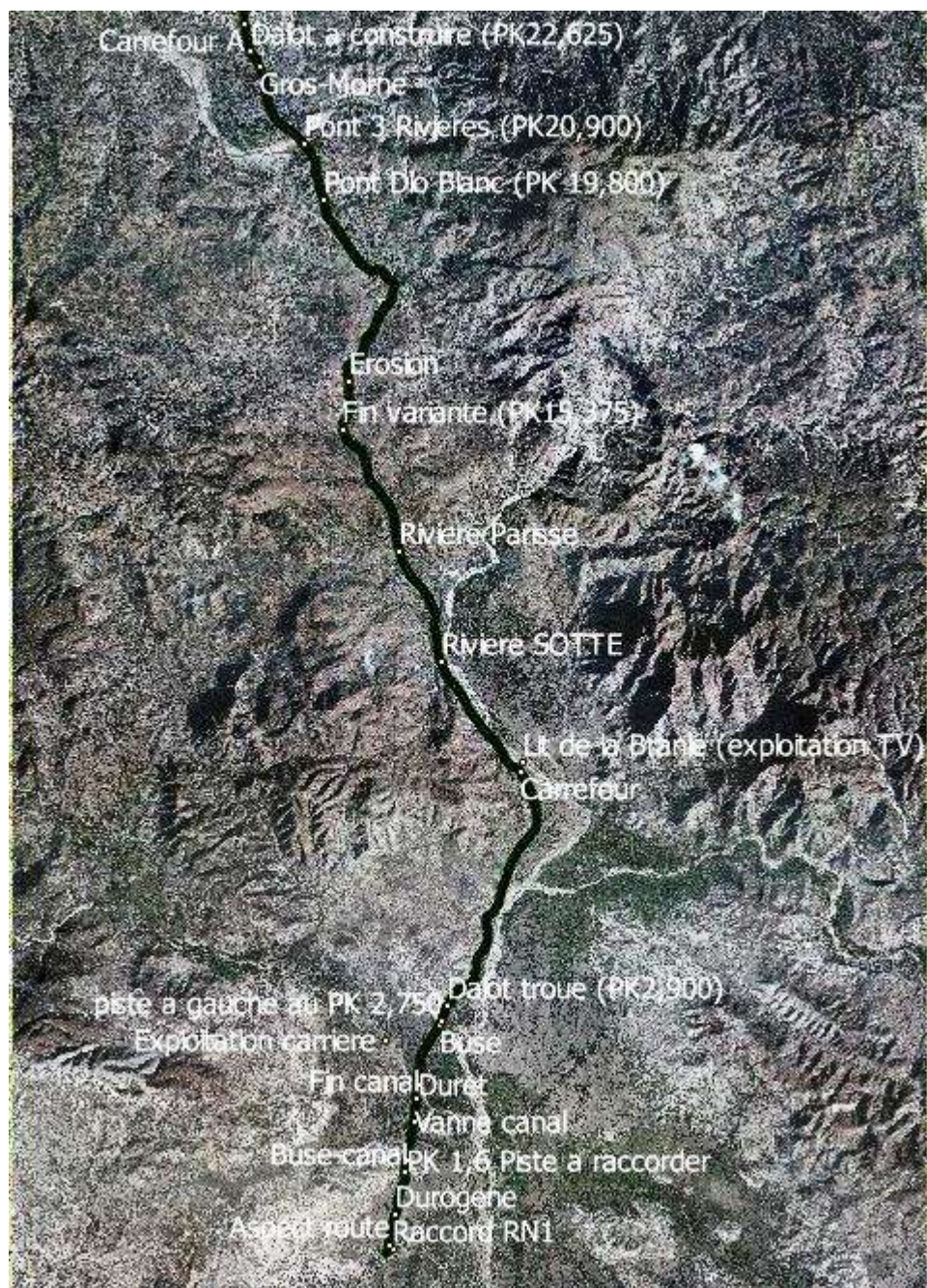
Sur la plus grande partie de l'itinéraire, la route possède une couche de roulement très grossière (0/300 mm). La fréquence de passage des rivières et des ravines est grande. Les conditions de circulations sont mauvaises du fait des ravines d'écoulement sur la route et la taille des plus gros éléments de la couche de roulement. Les vitesses pratiquées sont très faibles : de 20 à 30 km/h en fonction des sections. La largeur de la plate-forme est variable entre 4 m et 11 m.

Malgré cela, en saison sèche, le trafic est notable (≥ 400 véhicules / jour environ), mais la desserte des principales localités traversées est aléatoire, notamment en saison des pluies, lorsque les cours d'eau saisonniers montent en crue, coupant ainsi la circulation pendant plusieurs heures ou plus.

2.2 ZONE D'INTERVENTION DU PROJET ET DU PAR

Le tronçon de la RN5 (Lot1) à reconstruire mesure environ 25 kilomètres, se localise dans le Département de l'Artibonite et relie la commune des Gonaïves, à partir de carrefour Joffre, à la commune de Gros Morne.

La zone d'intervention du projet est une zone rurale, sauf le centre urbain de Gros-Morne. La carte reprise ci-après présente la délimitation de la zone d'étude. Elle est composée des photographies aériennes datant de 2010. Elles ont été obtenues auprès du Centre National de l'Information Géo-spatiale (CNIGS) à Port au Prince.



3 CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Cette section présente le cadre juridique et institutionnel applicable. Les textes nationaux, les pratiques et barèmes couramment appliqués en Haïti, la politique et les procédures de la BID qui encadrent la réinstallation involontaire y sont décrits.

3.1 POLITIQUES DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE DE RÉINSTALLATION INVOLONTAIRE

La Politique Opérationnelle 710 (OP-710) portant sur la réinstallation involontaire (*Policy on Resettlement*) est applicable pour tout projet financé par la BID et susceptible d'entraîner une réinstallation de populations, des impacts sur leurs moyens d'existence, l'acquisition de terres ou des restrictions d'accès à des ressources naturelles constituant la source principale de subsistance de ces populations locales.

Selon OP-710, une acquisition involontaire de terre est le processus par lequel l'État peut déclarer une terre d'utilité publique que le propriétaire ou occupant doit nécessairement quitter contre une indemnisation.

En règle générale, la politique de réinstallation est déclenchée parce que l'activité envisagée nécessite une acquisition par l'État à travers une déclaration d'utilité publique de terres occupées ou exploitées par des personnes pour divers besoins ou activités. L'acquisition de terre par l'État est planifiée dans le cadre du projet de reconstruction du tronçon Carrefour Joffre-Gros Morne de la RN5. Dans ce cas, l'OP-710 se veut l'outil de planification et opérationnel à mettre en œuvre pour assurer que les indemnités et les compensations offertes aux PAP se fassent dans le respect des principes établis par la BID.

À travers l'application de cette politique, la BID cherche à s'assurer que le projet n'aura aucun impact socio-économique négatif sur la population. Un principe fondamental de la politique de la BID sur la réinstallation est que les personnes affectées par le projet doivent avoir, une fois le projet complété, récupéré leur situation économique initiale et si possible, l'avoir améliorée. Donc, si des personnes subissent des impacts négatifs sous forme de perte de revenus agricoles, de biens ou autres, celles-ci doivent recevoir une assistance et obtenir une compensation afin que leur condition socio-économique future soit au moins équivalente à celle existante avant projet.

Les principaux aspects introduits par l'OP-710 relativement à la réinstallation involontaire sont :

1. La nécessité d'explorer toutes alternatives pour minimiser ou éviter la réinstallation de population;
2. La définition claire de Personne Affectée par le Projet (PAP) et de la date limite d'éligibilité (*cut-off date*);
3. La mise en place de mesures pour éviter l'appauvrissement de la population affectée;
4. La mise en place de mesures pour assurer que les PAP participent à la préparation du PAR en fonction de leurs nécessités et capacités;
5. La nécessité de prendre en compte les aspects spécifiques reliés aux communautés autochtones et aux femmes;
6. La nécessité de préparer un ensemble de mesures d'indemnisation et de réhabilitation en accord avec la législation nationale et qui assure le rétablissement du niveau de vie sans provoquer de distorsion avec les marchés locaux et en évitant les impacts négatifs sur l'environnement.

Selon OP-710, les biens affectés doivent être compensés selon leur coût de remplacement. OP-710 accepte une combinaison de compensations autorisées sous le régime légal du pays emprunteur avec d'autres allocations éventuelles, afin que le total soit équivalent au coût de remplacement des biens affectés.

Il est à noter que les principes de base de la politique OP-710 de la BID s'apparentent à ceux de la politique OP-4.12 de la Banque Mondiale (BM) qui porte également sur la réinstallation involontaire. Dans ce contexte, le développement de la stratégie de compensation - réinstallation du présent PAR pourrait s'appliquer indifféremment qu'il s'agisse d'un projet à financement BID ou BM.

3.2 CADRE JURIDIQUE HAÏTIEN

Le cadre légal et institutionnel de la République d'Haïti est encadré par une série de textes de lois, parfois très anciens, qui touchent de près ou de loin le droit de propriété, l'expropriation et la compensation. La Commission d'Expropriation (CE) du MTPTC est chargée de procéder à l'indemnisation des biens meubles et immeubles en cas d'expropriation dans le cadre d'un projet public.

La CE basée au MTPTC est opérationnelle depuis 1994 et est rôdée aux mécanismes d'indemnisation en cas d'expropriation. La CE n'intervient généralement pas dans des cas de dommages aux biens immeubles, terrains, terres de cultures ou autres qui peuvent survenir en dehors d'expropriation pour cause d'utilité publique. Dans ces cas, lorsque des dommages sont causés lors des travaux de construction par exemple, la commission n'est pas impliquée. Dans les pratiques actuelles, c'est l'entrepreneur qui réalise les travaux qui doit payer les compensations sans devoir respecter une procédure préétablie ou des barèmes fixés par le gouvernement haïtien.

Dans le cas de ce projet, l'expropriation ou réinstallation de population sera requise dans le cadre d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP), situation qui implique la participation de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTC.

La responsabilité de la gestion du présent PAR incombe à l'UCE comme agence gouvernementale chargée de la direction du projet. Cependant, il est utile de prendre en considération les procédures déjà mises en place par la CE pour le dédommagement des biens afin de la comparer aux principes directeurs de l'OP-710 et dans l'objectif de trouver un équilibre entre les pratiques usuelles en Haïti et les procédures de la BID.

3.2.1 Législation en vigueur en matière d'expropriation

Le droit haïtien reconnaît aux particuliers (personnes physiques et/ou morales) le droit de propriété sur certains biens qui s'acquièrent, d'une façon générale, selon les modalités prévues. Ainsi, selon cette loi, les articles 36 et 36.1 de la Constitution de la République d'Haïti de 1987, en vigueur, se lisent comme suit :

“Article 36 : La propriété privée est reconnue et garantie. La loi en détermine les modalités d'acquisition, de jouissances ainsi que les limites.”

“Article 36.1 : L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu, moyennant le paiement ou la consignation, ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert. Si le projet initial est abandonné, l'expropriation est annulée et l'immeuble ne pouvant être l'objet d'aucune autre spéculation, doit être restitué à son propriétaire originaire, sans remboursement pour le petit propriétaire. La mesure d'expropriation est effective à partir de la mise en œuvre du projet.”

Par ailleurs la seule loi régissant la matière en Haïti est celle du 18 Septembre 1979, abrogeant celle du 22 Août 1951, qui n'a jamais été amendée ni abrogée entre temps. En ses Articles 1 et 3, ladite loi précise ce qui suit :

“Article 1 : L'expropriation pour cause d'utilité n'est autorisée qu'à des fins d'exécution des travaux d'intérêt général et constitue une cause essentielle, nécessaire et suffisante en matière d'expropriation forcée, la mission de service public affectant l'immeuble déclaré d'Utilité Publique pour l'exécution desdits travaux.”

“Article 3 : L'exécution de ces travaux divers devra obligatoirement être supervisée par le Département des Travaux Publics, Transports et Communications (DTPTC) en concertation avec tout organisme et institution intéressés et ne pourra être entreprise, comme pour tout établissement de Servitudes d'Utilité Publique, qu'en vertu de l'Arrêté ou du Décret du Chef de l'État qui, en confirmant la nécessité, désignera le nom de la Commune ou celui du quartier ou la zone où sont situés les terrains, ou les immeubles à exproprier. L'Arrêté, suivant le cas, en indiquera la délimitation”.

Nonobstant les dispositions des **Articles 12 et 13** de la Loi du 18 Septembre 1979, et concernant la formation du Comité d'Évaluation, les expropriations au cours des vingt (20) dernières années ont été exclusivement conduites conjointement par :

- La Commission d'Expropriation (CE) du MTPTC ;
- La Direction Générale des Impôts (DGI) ;
- Le Ministère de l'Économie et des Finances.

3.2.2 Conclusions sur la législation en matière d'expropriation

En résumé, du point de vue juridique, la législation en vigueur en matière d'expropriation est celle du 18 Septembre 1979.

Dans les faits, il n'existe aucune réglementation formelle quant à la façon de procéder aux déplacements de populations pour cause de Projets d'Utilité Publique. Le même constat s'applique pour l'indemnisation de pertes agricoles temporaires ou permanentes en raison de dommages causés par les travaux autorisés par l'État.

Dans ce domaine, la seule référence reste les pratiques courantes de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTC. Ces pratiques représentent les seuls barèmes fixés par le gouvernement haïtien. Les barèmes sont établis par la Commission et généralement actualisés tous les ans.

3.3 CADRE INSTITUTIONNEL HAÏTIEN

3.3.1 Cadre officiel

La Commission d'Expropriation du MTPTC constitue la seule compétence gouvernementale en matière de compensation pour la perte de biens résultant de travaux gérés par le gouvernement.

Les agences gouvernementales de mise en œuvre et la procédure d'expropriation servant de référence pour la compensation des biens dans le contexte de ce projet impliquent les institutions suivantes :

1. Le Ministère des Travaux Publics, Transports, Énergie et Communications (MTPTC)

En général, c'est à la diligence du MTPTC que doit être initiée la démarche de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), discutée en Conseil des Ministres et proclamée par Arrêté Présidentiel.

Subséquentement, la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTC prend le relai pour ce qui concerne les visites de reconnaissance, les contacts avec les populations des zones ciblées, les opérations topographiques, l'examen des titres de propriétés, etc.

2. La Direction Générale des Impôts (DGI)

Gérant en vertu de la loi du domaine privé de l'État, la DGI délègue un cadre auprès du Service d'Expropriation pour toute la durée de chaque opération d'expropriation.

3. Le Ministère de l'Économie et des Finances

Une fois que le rapport d'évaluation est complété, le MTPTC l'achemine au Ministère de l'Économie et des Finances pour suites à donner.

3.3.2 Pratiques courantes d'expropriation

L'étape initiale est la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) concernant un certain périmètre, identifié, localisé (département géographique, arrondissement, commune, section communale), et délimité avec précision au moyen de coordonnées géodésiques et cartographiques.

Dans les jours qui suivent la DUP, le Ministre des TPTC instruit la Commission d'Expropriation (CE) de prendre toutes dispositions en vue de matérialiser les droits de l'État dans les limites du périmètre tracé.

Le personnel de la CE auquel est adjoind un cadre de la DGI, se rend d'office sur les lieux pour une visite de reconnaissance.

Les contacts sont ensuite établis sur le terrain avec les personnes dont les propriétés sont concernées. Jusqu'à maintenant, il n'y a jamais eu de mécanisme particulier de consultation, ce qui n'exclut pas que l'équipe de travail rencontre les autorités locales ou les élus locaux pour s'assurer de leur soutien dans la campagne de sensibilisation. En l'absence de toute réglementation formelle en la matière, la pratique courante consiste à rencontrer sur place toutes les personnes dont les biens sont affectés par le projet, et à les inviter à faire valoir leurs droits à la compensation.

Les trois principales tâches réalisées lors de cette étape sont :

1. La détermination du nombre et des superficies des parcelles individuelles ;
2. L'examen des titres de propriétés ;
3. L'évaluation financière des biens meubles et immeubles.

1. La détermination du nombre et des superficies des parcelles individuelles

L'objet de cette opération est de déterminer les superficies et, accessoirement, de noter l'occupation et l'utilisation des parcelles affectées. Il est nécessaire que soient présents sur les lieux les propriétaires ou occupants des terrains et bâtisses concernés. Il est préférable, quoique non contraignant, que cette opération se termine par un procès verbal signé par les responsables de l'État (représentant de la CE et de la DGI) et contresigné par la personne concernée.

2. L'examen des titres de propriété

Profitant de leur présence sur les lieux, lors des opérations d'arpentage, l'équipe chargée de l'expropriation, ou collecte les titres de propriété, ou requiert que les dits titres soient soumis avant le règlement des compensations correspondantes. L'examen des titres de propriété est la responsabilité de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTC qui coordonne cette activité avec les institutions participantes.

L'expertise des titres permet d'identifier :

- Les propriétaires légaux en possession de titres valides ;
- Les fonds et bâtisses appartenant au domaine privé ou au domaine public de l'État, occupés ou non, de manière illégale ou non ;
- Les fonds et bâtisses dont la propriété est contestée ou qui sont objets de litiges ;
- Les terres en friche dont les propriétaires ou héritiers sont absents ou inconnus.

3. L'évaluation financière des biens meubles et immeubles

La CE du MTPTC utilise un cadre de prix intégrés s'appliquant aux fonds et bâtisses, en fonction de leur localisation (zone urbaine ou non), de leur utilisation (agricole ou non) et de leur nature (maison en murs de blocs avec toiture en béton ou non). Le barème financier est actualisé périodiquement (cf. Annexe F sur les barèmes de compensation de la CE-MTPTC).

En 2013, un changement a été opéré dans la structure qui gère les expropriations avec la création du Comité Permanent d'Acquisition (CPA). Ce comité remplace la CE, remplit la même fonction. Cependant, il n'est pas rattaché uniquement au MPTPC.

La constitution du Comité Permanent d'Acquisition est un préliminaire indispensable à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le Comité Permanent d'Acquisition est composé des membres suivants :

- le Secrétaire d'État des Travaux Publics, Transports et Communications ou son Délégué ;
- le Directeur du Service de Construction et de Supervision des Travaux Publics, Transports et Communications ;
- deux Ingénieurs des Travaux Publics, Transports et Communications spécialisés ou deux Techniciens dans le domaine des travaux à entreprendre et un Agronome ;
- le Commissaire du Gouvernement dans la localité ou son Substitut ;
- le Président de la Commission Communale ou un Membre de son Conseil ;
- un Avocat consultant.

3.4 DISPARITÉS ENTRE LES POLITIQUES DE LA BID ET LES PRATIQUES COURANTES DU GOUVERNEMENT HAÏTIEN

Le tableau ci-dessous présente les principales différences entre le cadre juridique haïtien et la politique opérationnelle OP-710 de la BID.

Tableau 3.1 Comparaison de la législation et des pratiques courantes du Gouvernement d'Haïti et l'OP 710 de la BID

Thème	Cadre juridique et pratiques courantes en Haïti	OP-710 de la BID	Observations
Date limite d'éligibilité	Date de l'ouverture de l'enquête publique	Le recensement permet d'identifier les personnes éligibles à l'assistance pour décourager l'arrivée massive de personnes non éligibles. Mise au point d'une procédure acceptable pour déterminer les critères d'éligibilité des personnes déplacées en impliquant les différents acteurs. Exclure du droit à la compensation et à l'aide des populations qui s'installent dans la zone après la décision de réaliser le projet et l'élaboration du recensement des populations éligibles à la réinstallation et autres compensations.	L'OP-710 et la législation haïtienne se rejoignent en ce qui concerne les personnes qui peuvent être déplacées. Il faut simplement préciser que le droit haïtien est plus restrictif dans la mesure où il met l'accent en particulier sur les détenteurs de droits formels, alors que l'OP- 710 n'en fait pas état.
Compensation des terrains privés	Compenser avec une parcelle équivalente ou en argent	De préférence remplacer les terres prises et régulariser l'occupation. Sinon, paiement des terres prises selon les prix du marché.	En accord sur le principe mais compensation en nature pratiquement inexistante des pratiques haïtiennes.
Compensation structures et infrastructure	Indemniser selon la valeur locale et à partir de barèmes de compensation de la Commission d'Expropriation (CE) du MPTPC révisés périodiquement	Remplacer ou payer la valeur de remplacement du bien affecté.	En accord sur le principe mais compensation en nature pratiquement inexistante des pratiques haïtiennes.

Le tableau de comparaison montre que sur certains points, il y a une convergence entre la législation et les pratiques du gouvernement haïtien et l'OP 710 de la BID.

Les principaux points de convergence sont les suivants :

1. les personnes sont éligibles à une compensation;
2. la date limite d'éligibilité (*cut-off date*);
3. le type de paiement.

Des points de divergence existent :

1. les occupants irréguliers ou locataires ne sont pas pris en charge par la législation nationale;
2. les procédures de suivi et d'évaluation n'existe pas en droit haïtien ou en pratiques courantes du gouvernement;
3. la restauration ou réhabilitation économique n'est pas prévue en Haïti;
4. le coût de réinstallation n'est pas pris en charge par l'État en Haïti;
5. l'assistance au déménagement des PAP (Personne Affectée par le Projet) n'existe pas en droit haïtien ou en pratiques courantes du gouvernement;
6. le règlement des litiges est plus souple et plus encadré dans la politique de la BID;
7. les groupes vulnérables sont inconnus en droit positif haïtien;
8. la participation est plus large dans les textes de l'OP-710;
9. les alternatives de compensation ne sont pas prévues dans le droit haïtien.

Il apparaît des points de divergence entre la législation et les pratiques haïtiennes et l'OP- 710 de la BID. Toutefois, des possibilités de rapprochement existent.

En effet, tous les points de divergence par rapport à la législation nationale s'analysent non sous forme de contradiction, mais plutôt par une insuffisance dans la législation ou les pratiques nationales implantées par le MTPTC. Quant au règlement des litiges, l'essentiel est que les modes alternatifs n'empêchent pas en cas d'échec de poursuivre les voies contentieuses officielles.

Concernant les groupes vulnérables, ils ne sont pas prévus expressément dans la législation, mais des discriminations positives peuvent être apportées sur cette question. Le droit positif haïtien doit prendre en charge ces questions notamment celles liées au genre. Généralement, dans le cadre de toute opération de réinstallation et de compensation, les groupes vulnérables doivent être pris en considération.

La participation est plus importante dans le processus de réinstallation de la BID, mais le droit positif ne l'interdit pas. Il se contente de préciser qu'à certaines étapes, la participation est obligatoire.

Il est vrai que sur beaucoup d'autres points, la politique de la BID est plus complète (Suivi et évaluation; Réhabilitation économique; Coûts de réinstallation; Alternatives de compensation). Mais, rien n'empêche à l'UCE du MTPTC de s'en inspirer au nom du principe de compatibilité qui signifie qu'une norme compatible avec la législation nationale peut être appliquée en raison de sa non-contrariété avec l'OP-710 de la BID.

S'il y a des discordances entre les lois et les pratiques nationales en vigueur et la politique opérationnelle de la BID (OP-710), la démarche préconisée dans ce PAR est de développer une approche d'harmonisation qui a pour objectif de tendre vers le plus haut des standards car ainsi toutes les autres lois ou politiques seraient dès lors pleinement satisfaites.

4 CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

4.1 ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET CARACTÉRISTIQUES DES CASEC

Administrativement, la République d'Haïti est découpée en 10 départements, divisés en 41 arrondissements, qui sont à leur tour divisés en 140 communes. Chaque commune est subdivisée en sections communales qui regroupent des localités représentées par un Conseil Administratif de la Section Communale (CASEC).

Le CASEC exerce dans les limites de son territoire les attributions suivantes¹ :

- Créer et organiser ses services administratifs et techniques ;
- Préparer et exécuter le budget de la collectivité territoriale ;
- Animer les processus participatifs de planification stratégique du développement ;
- Tenir le registre de la population résidente et les registres connexes ;

¹ Avant-projet de Décret définissant le cadre général de la Décentralisation, les principes de fonctionnement et d'organisation des Collectivités Territoriales Haïtiennes, Art. 45.

- Procéder à l'inventaire des biens meubles et immeubles composant le patrimoine de la collectivité territoriale ;
- Administrer le patrimoine de la collectivité territoriale, gérer les infrastructures et les services de la compétence de la collectivité territoriale ;
- Passer, conformément à la loi, des actes de vente, échange, acquisition de biens de la collectivité territoriale approuvés par l'assemblée ;
- Enregistrer les associations et les ONG intervenant sur son territoire ;
- Organiser ou contrôler la perception des recettes de la collectivité territoriale ;
- Rechercher des sources nouvelles de revenus pour la collectivité territoriale ;
- Contracter des emprunts avec l'approbation de l'assemblée ;
- Réaliser tous travaux et activités correspondant à ses compétences.

4.2 CARACTÉRISTIQUE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'ÉTUDE

Économie. L'agriculture est la base de l'économie de la zone du présent projet. Mais ce secteur fait face à de nombreuses difficultés. D'une part, la surface agricole a été réduite, suite au passage du cyclone Jeanne en 2004 occasionnant des crues exceptionnelles des rivières qui ont emporté une partie des terres agricoles. D'autre part, très peu de terres agricoles sont actuellement irriguées. Sans compter les problèmes d'intrants et d'absence de crédit agricoles.

Les ressources financières des ménages de la zone sont souvent précaires et limitées. Les résultats de l'enquête indiquent que le revenu moyen mensuel des personnes enquêtées est bas et fixé à 10,889 gourdes.

Démographie. Les chiffres des populations installées dans les communes et sections communales traversées par la route (lot 1) sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

L'enquête révèle que les ménages affectés par le projet sont dirigés majoritairement par des hommes. En fait 70% des chefs de ménage sont des hommes contre 30% de femmes.

Quoique minoritaires, les 30% de femmes qui gèrent leur foyer méritent une attention spéciale dans le cadre de ce PAR. Car, il a été constaté lors des activités d'enquête que face aux hommes, les femmes sont comme muettes, dépourvues de tout sens d'initiative et de tout pouvoir de décision. Ce comportement des femmes envers les hommes pourraient constituer un obstacle majeur pour elles, qui, dans le processus de compensation des dommages du projet seront appelées à prendre la parole parmi les PAP et faire valoir leurs droits etc.

Tableau 4.2 Estimation de la population en 2019, source IHSI

	Population totale	Nombres de ménages	Superficie en Km2
Commune des Gonaïves	340 042	70 164	573,58
2 ^{ème} Section Bassin Urbain	80 295	15 934	5,23
2 ^{ème} section Bassin Rural	12 540	2 639	186,56
4 ^{ème} Section Poteaux	16 739	3 756	50,46
Commune de Gros Morne	148 577	32 222	397,03
3 ^{ème} Section Rivière Blanche Urbain	33 797	6 940	2,12
8 ^{ème} Section Ravine Gros Morne	16 137	3 357	45,59

Infrastructures sociales de base. Les sections du lot 1 ne sont pas bien pourvues en infrastructures sociales. Elles n'ont pas accès à l'eau potable. Le résumé de la situation est repris au tableau 3.3. Les infrastructures de santé, d'éducation, d'eau potable et de communication dénotent une insuffisance grave dont souffrent les populations de la zone. Le peu d'écoles primaires existantes sont dans un état inquiétant. Le résumé de la situation est repris au tableau 3.3.

Tableau 4.3 Situation des infrastructures sociales de base

Nombres de ménages affectés par le projet:	51					
Nombre moyen de personnes par ménage:	7					
Sexe du/de la chef de ménage :	Masculin 70%	Féminin : 30%				
Age moyen du/de la chef de ménage (Ans):	47					
Lieu de résidence du ménage si différent du lieu affecté	27%					
Régime d'occupation du terrain affecté	Propriétaire 89%	Locataire : 8%	Occupant sans titre : 0%	Autre : 3%		
Nombre moyen d'années d'occupation du terrain affecté	11					
Degré d'alphabétisation du/de la chef de ménage	Analphabète : 35%	Sait lire et/ou écrire en créole : 29%	Sait lire et/ou écrire créole et Français : 35%			
Niveau d'étude du/de la chef de ménage	Aucune étude achevée : 35%	Primaire non-complété : 19%	Primaire: 6%	Secondaire non-complété : 35%	Secondaire: 3%	Professionnel : 0%
Situation de l'emploi du/de la chef de ménage	Occupé à temps plein : 39%	Occupé à temps partiel : 42%	Sans occupation : 3%	A la recherche d'emploi: 0%	Femme au foyer : 3%	
Activité principale réalisée par le chef de ménage	Travailleur journalier : 3%	Petit commerce : 13%	Ouvrier(ère) : 0%	Travailleur/travailleuse dans les champs : 27%	Autre : 50%	
Revenu mensuel moyen par ménage(en Gourdes)	10 889,00					
Type de travail de la source principale de revenus du ménage	Cultivateur : 36%	Petit commerce : 16%	Ouvrier(ère) : 0%	Enseignante : 0%	Autre : 48%	
Principale source d'approvisionnement en eau du ménage	Eau courante sur la parcelle : 0%	Puit sur la parcelle : 4.17%	Puit communautaire hors parcelle : 70.83%	Source hors parcelle : 16,67%	Autre : 8.34%	
Un ou plusieurs membres du ménage est suivi par un médecin	24%					
Habitat du ménage disposant de l'électricité	20%					

4.3 CONSULTATION ET COLLECTE D'INFORMATIONS

Ces activités ayant permis une meilleure compréhension du contexte socio-économique de la zone d'intervention du projet ont été réalisées en 3 semaines dont une en décembre 2015, une en janvier et une février 2016. Elles ont permis de :

- identifier et localiser les différents types d'impacts sociaux potentiels de la réhabilitation de la route sur les populations locales.
- éliminer si possible, ou sinon minimiser, les effets négatifs du projet sur les communautés locales et sur leurs activités économiques.
- évaluer sommairement les impacts afin de prévoir des mesures de compensation adéquates des personnes et des ménages affectés par l'élaboration d'un Plan d'Action de Réinstallation conforme à la Politique de la BID en matière de réinstallation involontaire.

Les représentants des CASEC des sections Communales ont été consultés ainsi que certains notables de la zone.

5 IMPACTS DU PROJET

Lors des visites de la route, des entretiens spontanés ont été réalisés auprès des usagers de la route. Ces entretiens et d'autres observations ont permis de conclure que la réhabilitation de la route aura des impacts positifs pour les usagers. En effet :

- elle réduira la durée actuelle du trajet,
- le trafic ne sera plus interrompu en période de grandes pluies,
- elle permettra plus d'échanges économiques entre Gonaïves et Gros-Morne,
- les propriétaires de véhicules économiseront sur les dépenses dues aux réparations des véhicules en panne et aux remplacements des pneus, à cause du mauvais état de la route.
- elle éliminera la poussière pour la population locale,
- etc.

Par contre, la réhabilitation de la route impactera aussi négativement certains milieux humains à l'échelle locale. Les impacts enregistrés sur les biens de la population locale concernent essentiellement des pertes de terres et de maisons. Ces biens affectées se trouvent majoritairement au niveau de la variante 1 et l'entrée de Gros Morne. Les affectations concernent :

- **96 ménages** subissant des dommages directs à cause du projet,
- **700 personnes** environ. (Taille du ménage selon l'enquête est de 7 personnes).

Cependant l'enquête socio-économique n'a porté que sur 51 ménages.

5.1 IMPACT SUR LES PERTES DES BIENS

Pertes de bâtiments/maisons. **40 maisons** ont été recensées dans l'emprise de la nouvelle route et par conséquent doivent être démolies.

Tableau 5.1 Situation des maisons affectées sur la RN5 Lot 1

Maisons affectées sur la RN 5 (Lot 1)					
Degré d'affectation				Réinstallation possible sur parcelle affectée	Réinstallation hors parcelle affectée
Total	< 50%	> 50%	100%		
40	9	2	29	21	19

Le tableau ci-dessus indique que près de $\frac{3}{4}$ des maisons (29) sont totalement affectées, l'autre quart subit des affectations partielles. Parmi les maisons impactées par le projet, 21 peuvent être réinstallées sur la parcelle affectée, les autres ménages (19) devront être relogés sur une autre parcelle parce que l'acquisition de terrain est totale.

Les informations recueillies ont montré qu'une dizaine de maisons affectées ont été installées dans l'emprise après les études routières de la RN5 en 2011.

Les maisons affectées sont de petites maisons de 39m² de superficie en moyenne, construites en blocs, en roches ou clissées. Le tableau suivant présente les différents types de maisons affectées par le projet.

Tableau 5.2 Typologie des maisons affectées

N°	Type de maisons	Quantité affectée
1	Construction blocs dalle béton (achevée)	3
2	Construction blocs dalle béton (inachevée)	1
3	Construction blocs tôles (achevée)	9
4	Construction blocs tôles (inachevée)	4
5	Construction en maçonnerie roche	10
6	Petite maison clissée maçonnée tôles	7
7	Petite maison clissée maçonnée paille	4
8	Autre	2
Total		40

Les maisons affectées servent de résidence pour plus de la moitié des PAP concernées par ce type d'impact. En effet, l'enquête révèle que 24 sur les 40 maisons impactées par le projet sont d'usage résidentiel, contre 8 qui logent des activités commerciales. Le reste est constitué de maisons en construction ou de maisons abandonnées.

Tableau 5.3 Usage des maisons affectées

Usage de la maison	Quantité
Résidentiel	24
Commerce	8
Autre	8
Total	40



J95 correspond à une borne d'implantation du projet

Sur le lot 1, il existe deux cimetières, respectivement au PK 9.650 et au PK 20.500. La variante prévue sur le lot 1 contourne le premier cimetière. En revanche, il y a un risque que, lors des travaux, le cimetière au PK 20.500 soit touché comme illustré sur la photo aérienne.

Aussi, lors de l'exécution des travaux, comme il sera mentionné dans le DAO, il est prévu que l'entreprise attributaire implante le tracé, sous la surveillance de l'Ingénieur de Contrôle. A ce moment, il sera imposé une légère déviation du tracé pour éviter l'expropriation des tombes.

Cette même considération sera faite pour une maison de type dalle béton située au PK 21+664 à usage résidentiel et logeant une activité commerciale. En effet il y a un risque que cette maison de 148,8 m² soit légèrement touchée au moment des travaux.

Il y a lieu de signaler que la route traverse une zone irriguée (PK 1+725 à PK 2+650). Il est prévu le maintien des traversées et la consolidation du canal d'irrigation en maçonnerie. Aussi les travaux routiers n'affecteront-ils en rien la zone irriguée.

Il faut noter aussi la perte d'un point d'eau au PK 6+712 et de l'espace logeant actuellement un garage situé au début du projet Carrefour Joffre.

Pertes de terres. Contrairement aux bâtiments, une importante quantité de terres est affectée puisque ces affectations se localisent majoritairement sur la Variante et que celle-ci mesure environ 10 kilomètres de long.

Environ **10 ha** de terres sont affectés par le projet. Le recensement des terres affectées a été une activité très difficile. Sa fiabilité et son efficacité ont nécessité une grande vigilance du Consultant et de son équipe d'enquêteurs.

Le recensement de chaque parcelle est réalisé sur la parcelle même en présence de la personne qui se déclare propriétaire, en présence des propriétaires des parcelles limitrophes et du représentant du CASEC dans la zone, ceci pour décourager tout opportuniste et éviter des disputes sur les délimitations des terres entre propriétaires.

89% des personnes enquêtées déclarent être propriétaires des terres affectées, contre 8% de locataires. Le Consultant a toujours rappelé que la PAP doit disposer de son titre de propriété de la terre pour prétendre à une compensation. Cependant, il est visible que plusieurs PAP ne disposent pas de titre de propriété. C'est une question qu'il faudra étudier avec soin dans la phase de mise en œuvre du PAR.

Il faut remarquer que pour près de 30.000 m² de terres recensées, les propriétaires n'ont pas pu être identifiés lors du recensement. Certaines personnes, incluant le représentant du CASEC, déclarent que ces terres appartiennent à l'État, d'autres disent que les terrains sont privés. Là encore, une vigilance est nécessaire lors de la mise en œuvre du PAR.

Par ailleurs, la perte de ces terres (au niveau de la variante) n'entraîne pas en réalité de perte d'accès à des ressources ou moyens de subsistance. Car il s'agit de terres de très peu de valeur agronomique, qui n'ont jamais été cultivées d'ailleurs.

Perte de cultures. Comme il est déjà souligné dans ce rapport, la zone affectée par le projet n'est pas une zone de pratique agricole. Aucune culture saisonnière n'a ainsi été affectée. Cependant seulement 7 arbres affectés, sur tout le lot 1, ont été recensés.

Perte d'activités économiques. Il n'y aura pas de perte permanente d'activités économiques. Les activités économiques subiront des perturbations qui entraîneront des pertes de revenus temporaires. Lors des enquêtes, 8 activités économiques (incluant le garage) ont été recensées. Il s'agit en général de petit commerce : vente de boissons gazeuses, de produits alimentaires... En revanche, des augmentations de revenus peuvent être espérées, dans le cadre des travaux d'entretien, confiés à des entreprises ou associations locales.

5.2 IMPACTS ÉCONOMIQUES

La réhabilitation de la route offre un potentiel intéressant de retombées socio-économiques pour la région.

Une part des travaux consistent en des travaux de terrassement, de métiers qui sont des activités bien établies en Haïti. Plusieurs entreprises locales pourraient donc se qualifier pour bénéficier des retombées du projet. Lors des travaux, des retombées socio-économiques locales et régionales seront générées par la présence des travailleurs, par la création d'emplois directs et indirects, par la fourniture d'équipements et par l'implication des entreprises locales et régionales.

Des mesures particulières pourraient être mises en place pour maximiser les retombées socio-économiques du projet telles que :

- favoriser l'embauche, à compétence égale, de la population locale dans le cadre du projet ;
- privilégier des techniques de travail à haute intensité de main d'œuvre ;
- octroyer des contrats d'approvisionnement locaux aux entreprises locales et régionales ;
- appliquer une politique d'achat local de biens et services auprès des commerçants et des agriculteurs de la zone.

À l'échelle régionale, plusieurs entreprises haïtiennes pourront être impliquées dans la réhabilitation de la route.

5.3 RÉSUMÉ DES IMPACTS DU PROJET RELIÉS AU PAR

Globalement, le projet aura un impact social et environnemental positif puisqu'il permettra de protéger l'infrastructure routière, les investissements, les terres, les populations adjacentes et les utilisateurs de la route.

Les travaux permettront de plus de maintenir le lien économique dans la région. La présence du projet doit aussi servir à maximiser les impacts positifs et les retombées économiques et socioéconomiques pour la population locale.

Le tableau ci-dessous présente les impacts du projet dans la zone d'intervention couverte par le présent PAR.

Tableau 5.4 Impacts du projet reliés au présent PAR

Source d'impact	Impact	Observations
Acquisition de terrain	Déplacement involontaire, expropriations, perte de biens immeubles ou équipements	Des déplacements involontaires (expropriations) de population sont à prévoir
	Perte permanente de terrain (expropriation)	Des pertes permanentes de terrains privés ou appartenant à l'Etat sont prévues au niveau de la variante1 notamment
	Perte temporaire de revenus liée à une activité économique affectée par le projet	Des activités économiques réalisées à partir de terrains qui devront être expropriés seront affectées par le projet. Des pertes de revenus sont à prévoir

5.4 PERSONNES AFFECTÉES PAR LE PROJET (PAP)

Les Personnes Affectées par le Projet (PAP) comprennent l'ensemble des personnes affectées par l'un ou plusieurs des impacts potentiels identifiés à la section précédente dans la zone d'intervention des travaux de réhabilitation de la route.

Les catégories de PAP comprennent les propriétaires, occupant ou non, de terres avec titre de propriété reconnu ainsi que les utilisateurs de terres privées ou publiques occupant ou non avec ou sans approbation du propriétaire ou non.

6 STRATÉGIES DE COMPENSATION DU PAR

Les activités du projet nécessitent de considérer la politique opérationnelle OP 710 de la BID qui porte sur la réinstallation involontaire et qui indique les directives à suivre pour compenser d'éventuelles pertes économiques ou de patrimoine.

Le présent PAR présente ici les stratégies de compensation des PAP en fonction des impacts potentiels. Dans un second temps, il décrit les procédures à suivre pour encadrer et mettre en œuvre le processus de compensation des PAP.

6.1 OBJECTIFS ET PRINCIPES DIRECTEURS DU PAR

Les objectifs et les principes que sous-tend ce PAR, consistent à minimiser les impacts négatifs et optimiser les impacts positifs du projet sur les populations locales.

Le PAR sera exécuté par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) en étroite collaboration avec le Comité Permanent d'Acquisition (CPA).

Le but de ce PAR est de présenter l'ensemble des principes directeurs et de décrire les modalités opérationnelles qui encadrent le processus de compensation visant les Personnes Affectées par le Projet (PAP). Son objectif est d'assurer que l'UCE aura en sa possession les instruments méthodologiques nécessaires pour mettre en œuvre les mesures adéquates afin que toutes les PAP puissent être compensées et dédommées d'une façon équitable, juste et transparente. De cette façon, les effets contre-productifs et perturbateurs viseront à être atténués et le tissu social et culturel de la communauté visera à être protégé.

Les principes directeurs et les objectifs que l'UCE s'engage à suivre dans le contexte de la réalisation du projet consistent en ce que le moins de personnes possibles soient affectées par les travaux, et que celles qui le seront soient éligibles à la compensation afin d'atténuer les répercussions négatives du projet sur les populations concernées.

Ainsi, l'UCE appuie le principe selon lequel la compensation doit se faire en fonction de l'étendue de l'impact occasionné et en prenant en compte les besoins particuliers éventuels des populations vulnérables.

6.2 ÉLIGIBILITÉ

6.2.1 Éligibilité à la compensation

Les personnes affectées temporairement ou de façon permanente par ce projet ont droit à une compensation, tel que stipulé dans l'OP-710 de la BID. La compensation est établie en considération des politiques de la BID et des lois haïtiennes applicables.

6.2.1 Date de cessation d'éligibilité des PAP

Dans le cadre de ce projet, la cessation d'éligibilité des PAP ou *cut-off* correspond à la date qui marque la fin du recensement-inventaire des PAP et des biens affectés.

Toute requête produite après cette date restera sans suite et ne donnera droit à aucune forme de compensation dans le cadre du présent PAR. Cette information est clairement communiquée aux autorités locales et aux PAP lors du processus de recensement. Afin de dissuader tout usurpateur opportuniste de réaliser des activités dans l'emprise de la route, une annonce publique sera communiquée. Celle-ci viendra rappeler à la population qu'il est interdit d'utiliser l'emprise de la route pour installer des structures fixes ou pour des pratiques agricoles.

6.3 MATRICE D'ÉLIGIBILITÉ ET MESURES DE COMPENSATION SELON LE TYPE D'IMPACT

Conformément aux critères établis, les ménages propriétaires ou occupants des terrains affectés doivent être dédommés pour toutes les pertes encourues (biens immeubles et/ou équipements, pertes d'usage affectant une activité économique) dans le cadre de la réhabilitation de la route.

Le tableau ci-dessous présente la matrice d'éligibilité et les mesures de compensation applicables dans le cadre du présent PAR.

Tableau 6.1 Matrice d'éligibilité et mesures de compensation selon le type d'impact

No.	Impact	Entité éligible	Conditions d'éligibilité	Mesures de Compensation
1	Perte directe de bien immeuble et/ou d'équipement	Ménage selon les différents régimes d'occupation de la terre : propriété, location, prêt, métayage, sans titre. (incluant le/la chef de ménage ou autre membre du ménage)	L'administration et/ou la communauté certifie que l'individu est effectivement propriétaire des biens affectés	Perte de bien :
				Propriétaire - Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement établie selon les barèmes de la CE-MTPTÉC
				Locataire – Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois de la valeur de location (assistance location)
				Déménagement : Compensation monétaire (montant forfaitaire) (assistance au déménagement) pour les PAP des différents régimes d'occupation de la terre (propriété, location, prêt, métayage, sans titre) devant se réinstaller
2	Perte directe de terre	Ménage selon les différents régimes d'occupation de la terre : propriété, location, prêt, métayage, sans titre. (incluant le/la chef de ménage ou autre membre du ménage)	L'administration et/ou la communauté certifie que l'individu est effectivement occupant de la terre affectée	Perte de bien :
				Propriétaire - Compensation monétaire équivalente à la valeur de remplacement établie selon les barèmes de la CE- MTPTÉC.
				Locataire – Compensation monétaire de transition équivalente à trois (3) mois de la valeur de location (assistance location)
3	Perte directe de réalisation d'une activité économique	Ménages réalisant une activité économique sur la terre affectée par le projet selon les différents régimes d'occupation de la terre : propriété, location, prêt, métayage, sans titre. (incluant le/la chef de ménage ou autre membre du ménage)	L'administration et/ou la communauté certifie que l'individu réalise effectivement l'activité économique sur le terrain affecté	Compensation monétaire de transition équivalente à trois (2) mois du revenu déclaré de l'activité pour le/la propriétaire et à trois (3) mois de salaire pour le/les employé/s directs (si applicable)

6.4 ÉVALUATION DES PERTES ET DE LA VALEUR DE REMPLACEMENT

L'évaluation économique des pertes encourues sera établie de la manière suivante :

- Identification des aires affectées par le projet ;
- Identification des PAP ;
- Identification et évaluation des dommages aux biens ;
- Identification et évaluation des impacts sur les activités et revenus des PAP ;
- Évaluation de la valeur monétaire des pertes encourues.

Il faut faire remarquer que dans le calcul des compensations aux PAP les barèmes de compensation établis par la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTC (voir Annexe F) est utilisé en ce qui concerne les pertes de terres, de bâtiments et de plantations variées.

Pour les types d'affectation non pris en compte par la CE dans sa pratique, affectation d'arbres et affectation d'activités économiques, il sera nécessaire de développer des barèmes de compensation spécifiques en accords avec la politique de la BID.

6.4.1 Impact No.1 – Perte d'arbres fruitiers et bois d'œuvre : Méthodologie de calcul des compensations

Le calcul de compensation pour perte d'arbres est établi selon la formule suivante :

Nombre d'arbre(s) d'une même espèce selon recensement-inventaire X Barème établi (en Gourdes) applicable pour perte d'arbre selon l'espèce.

6.4.2 Impact No.2 – Perte de biens immeubles et/ou d'équipements : Méthodologie de calcul des compensations

6.4.2.1 Compensations pour perte de biens

En ce qui concerne l'évaluation de la compensation pour perte de maison, celle-ci est faite sur la totalité du bâtiment affecté par le projet en conformité avec la pratique établie par la Commission d'Expropriation (CE).

Le calcul des compensations est fait conformément à la charte de barèmes de la CE incluant le facteur d'ajustement applicable pour structures, selon la formule suivante :

Superficie de la structure affectée (en m²) selon recensement-inventaire X Barème de la CE incluant facteur d'ajustement pour structures (en Gourdes) applicable à la nature de la structure pour perte de biens immeubles et/ou équipements.

Dans le cadre de ce projet, le Consultant propose de calculer les compensations pour la totalité de la maison, même si celle-ci est affectée partiellement. Car il s'agit en général de petites maisons de 39 m² de superficie en moyenne, souvent mal construites. Donc il n'est pas évident qu'une fois la partie affectée enlevée, le reste d'une maison partiellement impacté tiendra. L'annexe E donne, à titre indicatif, quelques photos de maisons.

6.4.2.2 Compensations pour le déménagement

Le déménagement engendre des coûts pour la PAP liés au transport par exemple. Il est prévu, dans le cadre de ce plan de compensation que ces coûts soient supportés par le projet en les incluant dans l'ensemble des compensations à offrir à une PAP concernée. Ainsi une assistance au déménagement sera fournie à la PAP bien qu'elle ne soit pas prévue dans législation et les pratiques usuelles en Haïti.

Le règlement de cette compensation sera de type monétaire selon un montant forfaitaire correspondant à l'ampleur du déménagement à réaliser :

1. Ampleur minimale : 5,000 gourdes (HTG) ;
2. Ampleur intermédiaire : 10,000 gourdes (HTG) ;
3. Ampleur maximale : 15,000 gourdes (HTG).

6.4.3 Impact No.3 – Perte de terre : Méthodologie de calcul des compensations

Pour le calcul de la compensation liée à ce type d'impact, la Commission d'Expropriation (CE) dispose d'une charte de barèmes de compensation par mètre carré de terrain affecté. Cette charte correspond au prix de remplacement établi pour les terrains affectés et est utilisée dans le calcul des compensations offertes par la CE dans les cas d'expropriation. Le calcul de compensation a été établi selon la formule suivante :

Superficie du terrain affecté (en m²) selon recensement-inventaire X Barème de la CE (en Gourdes) applicable à la nature du terrain pour perte de terre

Le calcul de la compensation se fait en appliquant les valeurs correspondantes selon le type et la dimension du terrain affecté comme défini dans la charte de barèmes de compensation de la CE en Annexe F du présent document. La méthodologie de calcul des compensations pour la PAP identifiée pour cet impact s'harmonise donc avec la pratique usuelle de la CE en la matière.

6.4.4 Impact No.4 – Perte directe de réalisation d'une activité économique : Méthodologie de calcul des compensations

Bien que la législation et les pratiques usuelles en Haïti ne considèrent aucune compensation liée à ce type d'impact, qu'il soit rencontré sur des terrains privés ou sur le domaine public, le présent PAR a élaboré les stratégies de compensation qui rendent compte de ce type d'impact en application de la norme OP -710 de la BID.

Le principe de base de la compensation vise à offrir aux PAP (propriétaires et employé/e/s si applicable) les conditions leur assurant des revenus suffisants durant une période adéquate de transition qui permettrait la réinstallation complète de l'activité dans un autre lieu de leur choix. Dans le cas des types d'activités commerciales observées lors de la visite, une période de trois (3) mois est jugée amplement suffisante pour permettre le redémarrage et la consolidation de l'activité vers un autre lieu.

Afin de déterminer les revenus affectés directement par le déplacement involontaire de l'activité économique, il convient de connaître les revenus mensuels du propriétaire et de ses employé/e/s, le cas échéant, au moment du recensement-inventaire des PAP qui fait office de date d'éligibilité ou *cut-off date* dans le cadre de la mise en œuvre du PAR. Comme il s'agit généralement d'activités réalisées dans le secteur informel de l'économie, caractérisé par l'absence de documentation vérifiable, les déclarations des PAP quant aux revenus liés à l'activité affectée devront être corroborées par le/la représentant/e du CASEC concerné et, au besoin, faire l'objet de vérifications en relation avec le type d'activité réalisée.

L'établissement du revenu mensuel servira de référence pour le calcul de la compensation. Afin de prendre en compte toutes autres dépenses directes ou indirectes qui pourraient être liées à la réinstallation et à la consolidation de l'activité, un ajout de 5% sera considéré suffisant pour couvrir l'ensemble des situations.

Pour la PAP Propriétaire, le calcul de compensation est établi de la façon suivante :

Revenu mensuel de l'activité affectée + 5% du revenu mensuel de l'activité affectée (dépenses liées à la réinstallation)] X 3 (mois)

Pour la PAP Employé/e, le calcul de compensation est établi de la façon suivante :

Salaire mensuel affecté + 5% du salaire mensuel affecté (dépenses liées à la réinstallation)] X 3 (mois)

6.5 COMPENSATION EN ESPÈCES OU EN NATURE

Selon la politique de la BID en matière de réinstallation involontaire, la réinstallation est une activité complexe à éviter, car souvent elle ne parvient pas à rétablir les conditions de vie, voir améliorer la situation socio-économique des Personnes Affectées par le Projet (PAP).

Cependant s'il faut absolument implémenter le projet, celui-ci doit être perçu comme une opportunité pour améliorer les conditions de vie des personnes affectées. Pour tenir compte de ce principe de base de la politique de la BID, il s'avère absolument nécessaire de produire certaines analyses dont celle des risques d'appauvrissement.

Or, il se trouve que dans le cadre du projet de réhabilitation de la RN5, la réinstallation de plusieurs ménages sera inévitable. La question maintenant est de savoir quel type de compensation et d'accompagnement proposé aux PAP pour que celles-ci puissent au moins récupérer leur situation socio-économique d'avant le projet.

Les deux types de compensations habituellement proposés dans les projets de réinstallation sont, la compensation en espèce et la compensation en nature. L'expérience montre que les PAP, en général, préfèrent la compensation en espèce. Il est vrai que la compensation en espèce confère aux PAP la liberté de choisir la destination ou l'affectation de leur argent. Mais il est aussi vrai qu'elle comporte des risques d'appauvrissement importants.

Les observations faites sur le terrain et l'enquête socio-économique réalisée auprès de toutes les PAP témoignent de la situation socio-économique précaire des habitants. Et cela ne fait qu'accentuer le risque d'appauvrissement des PAP. Une compensation en espèce dans un contexte de précarité économique représente un risque réel. Par exemple, comme les PAP doivent faire face à de multiples besoins exigeant des moyens financiers, rien ne les empêcherait d'affecter l'argent de la compensation à des postes de dépense autres que le remplacement de la maison affectée.

Compte tenu de ce qui vient d'être expliqué, la compensation en espèce est une mesure inadéquate de nature à entraîner des conséquences durables et l'appauvrissement des personnes déplacées. Toutefois, c'est une mesure facile à appliquer, dans des cas où les conditions économiques et sociales, le contexte institutionnel et le marché immobilier permettent le rétablissement du niveau de vie, mais tel n'est pas le cas actuellement.

D'où la nécessité de rechercher et de privilégier des mesures de compensation alternatives capables d'apporter des améliorations dans les conditions de vie des personnes affectées. C'est pourquoi il a été proposé d'offrir l'option maison pour maison aux PAP comme compensation.

Tout en respectant le droit des PAP de choisir entre la compensation en espèces et en nature, il serait bien de privilégier la compensation en nature pour les raisons précédemment évoquées.

Cependant, pour anticiper les risques d'appauvrissement des PAP, le choix du relogement sera vivement encouragé à travers des mécanismes de communication et de diffusion d'informations qui montreront clairement les enjeux et les avantages de chaque choix de compensation.

Toutefois, les PAP qui, malgré tout, opteront pour la compensation en espèces, bénéficieront d'un accompagnement du comité d'indemnisation et notamment des Spécialistes sociaux de l'UCE en charge de la mise en œuvre du PAR. Cet accompagnement a pour objectif d'aider les PAP en question à trouver un logement ou un terrain pour construire la nouvelle maison. Il s'agira pour l'UCE de discuter avec les PAP concernées, de les conseiller et de s'assurer que le prix de la location d'une maison soit versé directement au propriétaire de la maison pour les locataires affectés.

S'agissant des propriétaires, les Spécialistes sociaux de l'UCE doivent s'assurer que la maison de remplacement ait au moins les mêmes dimensions que celle démolie et qu'elle soit dotée d'assainissement de base adéquate.

L'efficacité d'un processus de compensation en nature implique des discussions avec les PAP et les autorités locales.

Certains propriétaires n'ont pas encore pu être identifiés mais leurs biens l'ont été. Leurs dossiers seront complétés lors de la mise en œuvre du PAR car à ce moment une grande mobilisation s'effectue permettant de repérer aisément les personnes.

En annexe A sont repris, en détail, pour chaque personne affectée, le montant de compensation correspondant, par catégorie. À titre indicatif, l'annexe B localise les lieux où des compensations (REC 600, 601 et 742) sont à prévoir sur la variante à l'approche de la rivière Parisse (PK13) et l'annexe C localise la situation à l'entrée de Gros Morne (fin du lot 1). En effet, tous les lieux où des compensations sont prévues, ont été levés au GPS.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des compensations (HTG).

Tableau 6.2 Résumé des compensations

Compensation pour perte de terre (HTG)	
Perte de Terres (propriétaire)	9 037 025
Perte revenu de location (propriétaire)	3 750
Assistance location (locataire)	4 749
Perte de culture (arbres)	58 450
Compensation pour perte de bien immeuble ou équipement (HTG)	
Valeur de remplacement (propriétaire)	6 369 209
Perte revenu location (propriétaire)	1 624
Assistance location (locataire)	5 374
Assistance déménagement (propriétaire & locataire)	415 000
Compensation pour perte de revenus	563 193
Total des compensations	16 458 374

6.6 RÈGLEMENT DES COMPENSATIONS

6.6.1 Ententes de Compensation

Pour chaque personne ou ménage concerné, une Entente de Compensation sera établie par l'UCE sur la base des résultats du recensement-inventaire des PAP et en fonction des stratégies de compensation décrites précédemment.

L'Entente de Compensation devra contenir les informations suivantes :

- L'identité de l'individu éligible à la compensation ainsi que des informations suffisantes pour permettre de l'identifier ;
- L'identité de l'individu mandaté par la PAP pour recevoir en son nom la compensation si elle le désire ainsi que des informations suffisantes pour permettre de l'identifier ;
- Le résultat des affectations inventoriées ;
- Le résultat de l'évaluation économique de chaque affectation ;
- Le montant total de la compensation ;
- Les options de règlement des compensations par chèques (un seul versement ou plusieurs versements) proposées à la PAP ;
- La période de règlement de compensation ;
- La période de désoccupation dans le cas de réinstallation ;
- Les indications requises pour que la PAP puisse accéder au besoin à la Procédure de Gestion des Plaintes (PGP) ;
- Les signatures des parties de l'Entente de Compensation soit la PAP et le/la représentant(e) de l'UCE ;
- Les signatures de deux (2) témoins de l'Entente de Compensation soit le/la représentant(e) du CASEC concerné et un membre de la Comité de Compensation du PAR ;
- Des preuves signées en deux (2) copies de l'Entente de Compensation.

L'Entente de Compensation sera lue à voix haute et expliquée en créole et/ou français selon la préférence de la PAP.

La PAP conservera une copie dûment signée de l'Entente de Compensation qu'elle devra présenter lors du règlement de la compensation.

6.6.2 Règlement des compensations

Une fois que l'UCE et la PAP auront convenu d'une *Entente de Compensation*, les compensations se payeront par chèques selon la préférence des PAP (un seul versement ou plusieurs versements) et tel que stipulé dans l'Entente de Compensation.

Le paiement des compensations se fera par l'entremise du Comité Permanent d'Acquisition (CPA) qui effectuera la vérification des titres de propriété correspondants lors des séances de règlement.

Toutes les compensations seront payées par chèques en gourdes haïtiennes (HTG).

Tous les paiements devront être dûment enregistrés.

Selon l'importance de la somme à payer, et si elle est jugée par la PAP trop importante par rapport à la capacité de la PAP concernée à gérer des sommes élevées, le paiement pourra être effectué en plusieurs

versements dans le cas où la PAP aurait privilégié cette formule lors de l'établissement de l'Entente de Compensation.

La compensation sera donc remise directement en un seul paiement ou en plusieurs versements si la PAP le désire. Le paiement se fera directement à la PAP ou à une personne désignée par écrit par elle, et en présence de témoins, lors de la signature de l'Entente de Compensation.

Une date, ou une période déterminée, sera convenue conjointement pour effectuer le règlement des compensations et tel que précisé auparavant, cette information sera consignée à même l'Entente de Compensation conclue avec chaque PAP.

Dans le cas de la réinstallation de PAP, la date limite de désoccupation des lieux affectés sera mentionnée. Celle-ci devra être réalisée après le règlement des compensations à l'intérieur d'une période maximale de deux semaines après la période de règlement entendue.

6.7 ASSISTANCE AUX GROUPES VULNÉRABLES

Les femmes peuvent être considérées comme groupe vulnérable dans le cadre de ce projet. L'enquête révèle que les ménages affectés par le projet sont dirigés majoritairement par des hommes. En fait 70% des chefs de ménage sont des hommes contre 30% de femmes.

Quoique minoritaires, les 30% de femmes qui gèrent leur foyer méritent une attention spéciale dans le cadre de ce PAR. Car, il a été constaté lors des activités d'enquête que face aux hommes, les femmes sont comme muettes, dépourvues de tout sens d'initiative et de tout pouvoir de décision. Un tel comportement des femmes risque de les marginaliser dans le processus de réinstallation. Une attention spéciale leur a été accordée : les rencontrer seule et faire procéder l'enquête de préférence par des enquêteuse.

Toutes les mesures doivent être prise lors de la mise en œuvre de ce PAR pour que ces femmes puissent s'exprimer et défendre correctement leur droit à une compensation juste.

6.8 PROCÉDURE DE GESTION DES PLAINTES (PGP)

La Procédure de Gestion des Plaintes peut s'appliquer dans plusieurs situations et notamment, en absence de compensation ou lorsque des personnes se sentent lésées par rapport aux barèmes de compensations établis.

La Procédure de Gestion des Plaintes consiste à résoudre les plaintes aussi rapidement et amicalement que possible à travers un accord mutuel entre les deux parties. Durant le processus d'implantation du PAR, l'UCE établit une *Entente de Compensation* avec la personne concernée afin de formaliser un accord.

Si les négociations s'avèrent difficiles, les parties pourront faire appel au Comité de Compensation afin d'obtenir de l'assistance dans les discussions. Si un *Comité Local de Médiation* s'avérerait nécessaire pour régler un cas particulier, l'UCE pourra le mettre en place avec l'assistance du CASEC concerné. Le dernier recours sera de faire appel à la justice haïtienne.

Compte tenu du faible taux d'alphabétisation dans la zone d'intervention du projet, les étapes d'enregistrement et de traitement des plaintes doivent être flexibles pour permettre aux plaignant/e/s de soumettre divers types de preuves, sous forme écrite ou orale et à l'intérieur d'un délai étendu.

7 IMPLANTATION DU PAR

Puisque ce projet implique une procédure d'expropriation dans le cadre d'une Déclaration d'utilité publique (DUP), la responsabilité de la mise en œuvre du PAR incombe à l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) en coordination avec le Comité Permanent d'Acquisition (CPA).

7.1 COMITÉ DE COMPENSATION

Un Comité de Compensation sera formé pour la mise en œuvre de ce PAR. Ce Comité sera constitué des membres actifs suivants :

- Un (1) représentant/e/ de l'UCE ;
- Deux (2) représentant/e/s du CASEC, un membre de chacune des deux sections communales concernées ;
- Deux (2) membres des PAP désigné en Assemblée publique par l'ensemble des PAP du présent PAR.

7.1.1 Rôles des membres du Comité de Compensation

Le Comité de Compensation s'assurera de la transparence du processus de compensation et du bon déroulement du PAR en général et pourra intervenir à la demande de l'UCE ou des PAP à différentes étapes de la Procédure de Gestion des Plaintes (PGP).

7.1.2 Un représentant/e/ de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du MTPTC

L'UCE est responsable du bon respect des engagements contenus dans le présent PAR et doit s'assurer de son exécution en étroite collaboration avec le Comité Permanent d'Acquisition (CPA) en conformité avec les politiques de la BID et des lois et règlements applicables.

L'UCE vise à gérer le programme de compensation pour les biens affectés par le projet financé par la BID conformément aux termes de ce PAR.

7.1.3 Les représentants des CASEC concernés

Les représentants des CASEC concernés agiront comme relai de communication entre les PAP et, à la demande de celles-ci, pourraient agir en tant que porte-parole afin d'assurer que le processus se déroule de manière équitable et transparente.

7.2 ÉVALUATION ET SUIVI DU PAR

L'évaluation et le suivi sont des activités importantes du PAR. L'évaluation visera à atteindre les objectifs suivants :

- Évaluation générale de la conformité de l'exécution avec les objectifs et méthodes précisés dans le PAR ;
- Évaluation de la conformité de l'exécution avec les lois et règlements nationaux, ainsi qu'avec la politique de la BID ;
- Évaluation des procédures mises en œuvre pour les compensations ;
- Évaluation de l'adéquation des compensations par rapport aux pertes subies ;
- Évaluation de l'impact du PAR sur les revenus, les niveaux de vie, et les moyens d'existence, en particulier par rapport à l'exigence de l'OP-710 sur le maintien des niveaux de vie à leur niveau précédent ;
- Évaluation des actions correctives à prendre éventuellement dans le cadre du suivi.

L'évaluation est réalisée par l'UCE ou une entité extérieure au processus du PAR et elle est entreprise immédiatement après le règlement des compensations et si nécessaire, après l'achèvement de tous les travaux.

7.3 CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE ET BUDGET

Le chronogramme de mise en œuvre du présent PAR sous la responsabilité de l'UCE pourra être planifié sur une période de deux (2) mois qui précédera le début des travaux.

L'implantation du PAR débutera par l'Assemblée publique de démarrage et l'établissement des Ententes de Compensation avec les PAP. Compte tenu des types d'affectation en présence, une période de deux (2) semaines sera requise pour établir les Ententes de Compensation avec les PAP lors de différentes séances.

Parallèlement à ces activités, l'UCE mettra en place une Procédure de Gestion des Plaintes (PGP) afin que soient gérées efficacement les doléances des PAP à l'intérieur du processus.

Une période de deux (2) semaines est jugée suffisante entre la signature des Ententes de Compensation et les séances de règlement pour la préparation des chèques par l'organisme responsable au sein du MTPTC.

Le paiement des compensations sera ensuite effectué sur la base des ententes établies, ce qui devraient prendre au maximum une (1) semaine lors de différentes séances de règlement au cours desquelles le Comité Permanent d'Acquisition (CPA) vérifiera également les titres de propriétés de la terre dans le cas de compensation pour terre affectée.

Une fois complétées les séances de règlement des compensations, les PAP qui devront se réinstaller à l'extérieur des terrains affectés devront libérer les terrains affectés au maximum trois (4) semaines après le règlement de la compensation.

Il est entendu que tous dommages additionnels entraînés par les travaux de réhabilitation de la route devront être évalués et compensés suivant les principes de ce PAR. Le présent budget ne vise pas à chiffrer les coûts

associés à ces dommages additionnels potentiels mais prévoit tout de même un montant en réserve pour couvrir ces situations.

Le tableau ci-dessous présente, en résumé, les coûts estimatifs pour l'ensemble des activités du PAR. Les détails sont donnés en annexe D. Outre les frais de fonctionnement, il y est également prévu une provision pour dédommagement additionnel.

Tableau 0.1 Budget estimatif pour l'ensemble des activités du PAR

Compensation des pertes	HTG	%
Perte de culture	58 450	0,25%
Perte de biens immeubles ou équipements	6 791 207	29,41%
Perte de Terres (propriétaire)	9 045 524	39,17%
Perte de Revenus des terres	563 193	2,44%
Provision pour dédommagement additionnel	822 919	3,56%
Sous-Total des compensations	17 281 293	74,83%
Frais de fonctionnement		0,00%
Frais fonctionnement	1 220 000	5,28%
Assistance Technique	2 474 374	10,71%
Contingence (10%)	2 118 490	9,17%
Sous-total	5 812 864	25,17%
Total Général	23 094 157	100,00%
Total Général (US \$) (1\$ = 65 HTG)	355 294,72	

Ce budget ne prend pas encore en compte le coût de remplacement du point d'eau.

ANNEXES

ANNEXE A: DÉTAIL DES MONTANTS DES COMPENSATIONS PAR PERSONNE

No.	No. rec.	Nom	Prénom	Sexe	Surfaces affectées (m²)			Compensation pour perte de terre (HTG)										Compensation pour perte de bien immeuble ou équipement (HTG)							Compensation pour affectation activité commerciale (HTG)		Montant total des compensations (HTG)		
					Superficie Terre affectée	Superficie Plantations Variées affectées	Superficie Bâtiments et/ou Structures affectés	Propriétaire				Locataire		Arbres				Propriétaire				Locataire		Pour Tous (si applicable)	Propriétaire				
								Barèmes de la CE / m²	Valeur de remplacement	Revenu mensuel de location	Perte revenu location	Valeur mensuelle de la location	Assistance location	Manguier	Quenepier	Nim	Total	Valeur compensation	Barème(s) de la CE / m² par			Valeur de remplacement	Revenu mensuel de location		Perte revenu location	Valeur mensuelle de la location		Assistance location	Assistance au déménagement
Structure No.8	Structure No.3	Structure No.1																											
1	REC-702	Propriétaire à identifier		M	900	0	0	75	67 500	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 500
2	REC-705	Oscar	Emmanuela	F	155	0	0	75	11 625	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 625
3	REC-707	Charles	Mezina	F	255	0	0	75	19 125	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 125
4	REC-709	Jean Marie	Anouse	M	315	0	0	75	23 625	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 625
5	REC-710	Jean	Martha	F	147	0	0	75	11 025	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 025
6	REC-712	Evêché des Gonaïves			1 050	0	0	75	78 750	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	78 750
7	REC-715	Charles	Sauveur	M	630	0	0	75	47 250	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	47 250
8	REC-718	Jean Jumeau	Milsaint	M	705	0	0	75	52 875	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 875
9	REC-717	Aimé	Olage	M	510	0	0	75	38 250	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 250
10	REC-719	Alcimé	Rosie	F	450	0	0	75	33 750	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 750
11	REC-720	Pierre	Nicolas	M	525	0	0	75	39 375	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 375
12	REC-721	Jacquecius	Nicolas	M	900	0	0	75	67 500	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 500
13	REC-723	Baptiste	Borgella	M	1 260	0	0	75	94 500	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	94 500
14	REC-725	Jean Philippe	Joseny	M	285	0	0	75	21 375	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 375
15	REC-728	Jean Baptiste	Luc	M	5 655	0	0	75	424 125	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	424 125
16	REC-729	Nicot	Julien	F	8 040	0	0	75	603 000	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	603 000
17	REC-730	Philogène	Odieunou	M	1 740	0	0	75	130 500	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	130 500
18	REC-731	Oristène	Etienne	M	3 345	0	0	75	250 875	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	250 875
19	REC-735	Donatien	Michel ange	M	18 300	0	0	75	1 372 500	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 372 500
20	REC-739	St-Jean	Robert	M	4 200	0	0	75	315 000	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	315 000
21	REC-741	Volcy	Edner	M	338	0	0	75	25 313	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 313
22	REC-742	Desir	Vertidieu	M	510	0	0	75	38 250	0		0				0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 250
23	REC-603.1	Pierre	Cejeune	M	0	0	0	300	0	0	1 250	3 750				0			0	1 250	3 750	0	120 000	378 000	0	0	0	0	385 500
24	REC-726	Pierre-Louis	Milius	M	0	0	42	300	0	0		0				0		2 000	84 000	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	94 000
25	REC-727.1	Valmyr	Ricardo	M	0	0	0	300	0	0	333	999				0			0	333	999	0	0	0	0	0	0	0	1 998
26	REC-100	Pierre	Georges	M	660	0	30	250	165 000	0		0				0	800		24 320	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	199 320
27	REC-600	Saintil	Jisel	F	405	0	53	250	101 250	0		0				0		2 000	105 000	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	216 250
28	REC-101	Anestor	Micheline	F	0	0	26	300	0	0		0				0	800		20 832	0	0	0	10 000	0	0	0	0	0	30 832
29	REC-601	Destiné	Arnold	M	1 064	0	89	250	266 000	0		0				0		2 000	178 200	0	0	0	20 000	0	0	0	0	0	464 200
30	REC-603	Pierre	Vergela	F	885	0	32	250	221 250	1 250	3 750	0				3	3	6 150		3 500	112 035	0	0	10 000	1 250	3 938	0	0	357 123

No.	No. rec.	Nom	Prénom	Sexe	Surfaces affectées (m²)			Compensation pour perte de terre (HTG)										Compensation pour perte de bien immeuble ou équipement (HTG)							Compensation pour affectation activité commerciale (HTG)		Montant total des compensations (HTG)				
					Superficie Terre affectée	Superficie Plantations affectées	Variées Bâtiments et/ou Structures affectés	Propriétaire				Locataire		Arbres				Propriétaire				Locataire		Pour Tous (si applicable)	Propriétaire						
								Barèmes de la CE / m²	Valeur de remplacement	Revenu mensuel de location	Perte revenu location	Valeur mensuelle de la location	Assistance location	Manguier	Queneper	Nim	Total	Valeur compensation	Barème(s) de la			Valeur de remplacement	Revenu mensuel de location		Perte revenu location	Valeur mensuelle de la location		Assistance location	Assistance au déménagement	Revenu mensuel affecté	Compensation pour perte de revenu
																			Structure No.8	Structure No.3	Structure No.1										
31	REC-700	Jean Baptiste	Fedline	F	215	0	34	250	53 750	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000	67 600	0	0	10 000	0	0	131 350						
32	REC-701	Propriétaire à identifier			345	0	30	250	86 250	0	0	0	0	0	0	1 200	36 000	0	0	10 000	0	0	132 250								
33	REC-703	Mme Fleury	Julio	F	375	0	48	250	93 750	0	0	0	0	0	0	0	3 500	166 600	0	0	10 000	0	0	270 350							
34	REC-719	Beauséjour	Louis Jacques	M	7 845	0	0	75	588 375	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	588 375							
35	REC-707	Evêché des Gonaïves (point d'eau)			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	0	0	10 000								
36	REC-801	Valmyr	Dieuseul	M	450	0	91	250	112 500	0	0	0	0	0	0	0	3 000	273 600	0	0	10 000	0	0	396 100							
37	REC-802	Fortil	Mertilila	F	104	0	43	250	26 000	0	0	0	0	0	0	2 000	85 760	0	0	10 000	0	0	121 760								
38	REC-804	Jacques	Roland	M	525	0	41	250	131 250	0	0	0	0	0	0	2 000	81 560	0	0	10 000	0	0	222 810								
39	REC-805	Jacques	Hypomène	F	300	0	0	75	22 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	0	0	32 500								
40	REC-806	Pierre-Louis	Milius	M	570	0	42	75	42 750	0	0	0	0	0	0	0	3 500	147 805	208	625	10 000	208	656	201 836							
41	REC-806-1	Paul	Velianise	F	0	0	0	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	208	625	10 000	0	0	10 625							
42	REC-800	Merisias	Tony	M	675	0	31	250	168 750	0	0	0	0	0	0	0	3 500	108 150	0	0	10 000	0	0	286 900							
43	REC-704	Samuel	Jean Mary	M	350	0	75	250	87 500	0	0	0	0	0	0	0	8 000	602 640	0	0	10 000	0	0	700 140							
44	REC-706	Antoine M.	Bernard	F	431	0	66	250	107 625	0	0	0	0	0	0	2 000	132 480	0	0	10 000	0	0	250 105								
45	REC-716	Aide Dore	Germane	F	345	0	20	250	86 250	0	0	0	0	0	0	0	3 500	70 000	0	0	10 000	0	0	166 250							
46	REC-727	Jean Baptiste	Mivier	F	120	0	15	250	30 000	0	0	0	0	0	1 200	18 000	333	999	0	10 000	333	1 049	60 048								
47	REC-732	Jean	Exumène	F	495	0	33	250	123 750	0	0	0	0	0	1 200	39 312	0	0	0	10 000	0	0	173 062								
48	REC-735	Athon	Rodrigue	M	525	0	32	250	131 250	0	0	0	0	0	0	2 000	63 960	0	0	10 000	0	0	205 210								
49	REC-737	Diclat	Nestor	M	240	0	46	250	60 000	0	0	0	0	0	800	107 550	0	0	0	20 000	0	0	187 550								
50	REC-740	Jean Baptiste	Fertz	M	690	0	25	250	172 500	0	0	0	0	0	1 200	29 520	0	0	0	10 000	0	0	212 020								
51	REC-609	Propriétaire à identifier			0	0	14	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	27 600	0	0	0	0	0	27 600								
52	REC-610	Brésil	Oster	M	0	0	13	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	26 880	0	0	0	0	0	26 880								
53	REC-611	Joseph	Mireille	F	0	0	6	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	12 000	0	0	0	0	0	12 000								
54	REC-612		André	M	0	0	19	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	37 520	0	0	0	0	0	37 520								
55	REC-613	Propriétaire à identifier			0	0	13	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	25 000	0	0	0	0	0	25 000								
56	REC-614	Mme Charles		F	0	0	17	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	33 600	0	0	0	0	0	33 600								
57	REC-615	Belmar	Anela	F	0	0	11	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	22 200	0	0	0	0	0	22 200								
58	REC-616	Propriétaire à identifier			0	0	42	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	84 600	0	0	0	0	0	84 600								
59	REC-617	Jean Baptiste	Desulmard	M	0	0	225	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	15 000	754 500	0	0	10 000	0	0	764 500							
60	REC-618	Propriétaire à identifier			0	0	25	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	50 000	0	0	0	0	0	50 000								
61	REC-619	Propriétaire à identifier			0	0	16	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	31 200	0	0	0	0	0	31 200								
62	REC-620	Propriétaire à identifier			0	0	27	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	54 000	0	0	0	0	0	54 000								
63	REC-621	Mme Wilbert	Michel	F	0	0	20	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	40 800	0	0	0	0	0	40 800								
64	REC-622	Mme Lafore	Odeus	F	0	0	7	300	0	0	0	0	0	0	0	2 000	13 520	0	0	0	0	0	13 520								

No.	No. rec.	Nom	Prénom	Sexe	Surfaces affectées (m²)			Compensation pour perte de terre (HTG)											Compensation pour perte de bien immeuble ou équipement (HTG)								Compensation pour affectation activité commerciale (HTG)		Montant total des compensations (HTG)	
					Superficie Terre affectée	Superficie Plantations Variées affectées	Superficie Bâtiments et/ou Structures affectés	Propriétaire				Locataire		Arbres					Propriétaire				Locataire		Pour Tous (si applicable)	Propriétaire				
								Barèmes de la CE / m²	Valeur de remplacement	Revenu mensuel de location	Perte revenu location	Valeur mensuelle de la	Assistance location	Manguier	Queneper	Nim	Total	Valeur compensation	Barème(s) de la			Valeur de remplacement	Revenu mensuel de location	Perte revenu location		Valeur mensuelle de la	Assistance location	Assistance au déménagement		Revenu mensuel affecté
Structure No.8	Structure No.3	Structure No.1																												
65	REC-623	Jacques	Jacqueline	M	0	0	7	300	0		0		0					0		2 000		14 800		0		0	0	0	0	14 800
66	REC-624	Petitoire	Hervilie	F	0	0	15	300	0		0		0					0		2 000		30 000		0		0	0	0	0	30 000
67	REC-625	Rosalva	Vilianise	F	0	0	12	300	0		0		0					0		2 000		24 000		0		0	0	0	0	24 000
68	REC-626	Dor	Bergomie	F	0	0	28	300	0		0		0	1			1	14 075		2 000		56 400		0		0	0	0	0	70 475
69	REC-727	Metardieu	Rosedanie	F	0	0	14	300	0		0		0					0		2 000		28 000		0		0	0	0	0	28 000
70	REC-628	Mitilien	Dieuline	M	0	0	15	300	0		0		0					0		2 000		30 000		0		0	0	0	0	30 000
71	REC-629	Emmanuel	Albert	M	0	0	59	300	0		0		0					0		2 000		118 000		0		0	0	0	0	118 000
72	REC-630		Sonley	M	0	0	29	300	0		0		0					0		2 000		57 200		0		0	0	0	0	57 200
73	REC-632	Propriétaire à identifier			0	0	21	300	0		0		0					0		2 000		41 400		0		0	0	0	0	41 400
74	REC-633	Pinotte	Bernard	M	0	0	6	300	0		0		0					0		2 000		12 000		0		0	0	0	0	12 000
75	REC-634	Emmanuel	Albert	M	0	0	18	300	0		0		0					0		2 000		36 500		0		0	0	0	0	36 500
76	REC-635	Justilien	Marguerite	F	0	0	10	300	0		0		0					0		2 000		20 000		0		0	0	0	0	20 000
77	REC-636	Mme Michel	Alnès	F	0	0	9	300	0		0		0					0		2 000		18 500		0		0	0	0	0	18 500
78	REC-637	Dareus	Osmane	M	0	0	24	300	0		0		0					0		2 000		48 000		0		0	0	0	0	48 000
79	REC-638	Mme Tidé	Eric	F	0	0	6	300	0		0		0					0		2 000		11 500		0		0	0	0	0	11 500
80	REC-639	Saintil	Sainvilien	M	0	0	16	300	0		0		0					0		2 000		31 200		0		0	0	0	0	31 200
81	REC-640	Marbre	Orania	F	0	0	59	300	0		0		0	1			1	14 075		2 000		117 000		0		0	0	0	0	131 075
82	REC-641	Placide	Job	M	0	0	25	300	0		0		0					0		2 000		49 600		0		0	0	0	0	49 600
83	REC-642	Estimé	Duchenold	M	0	0	22	300	0		0		0		1		1	12 075		2 000		44 000		0		0	0	0	0	56 075
84	REC-643	Jean	Altagrace	F	11	0	11	250	2 688	0		0		0	1		1	12 075		2 000		21 500		0		0	10 000	15 000	47 250	93 513
85	REC-644	Station d'essence	Propriétaire à identifier		0	0	40	250	0		0		0					0			15 000	594 000		0		0	10 000	0	0	604 000
86	REC-645	Jean Baptiste	Jocely	M	0	0	32	300	0		0		0					0			15 000	480 000		0		0	10 000	15 000	47 250	537 250
87	REC-646	Decadon	Kani	M	0	0	65	300	0		0		0					0	2 000	3 500		189 075		0	0	0	10 000	10 000	31 500	230 575
88	REC-647	Luc	Ernest	M	0	0	70	300	0		0		0					0	2 000			140 000		0		0	0	0	0	140 000
89	REC-649		Ronald	M	0	0	13	300	0		0		0					0		3 000		39 600		0		0	10 000	0	0	49 600
90	REC-651	Telot	Tevenot	M	0	0	17	300	0		0		0					0		3 000		51 000		0		0	10 000	5 000	15 750	76 750
91	REC-653	Limage	Cathia	F	0	0	64	300	0		0		0					0	1 200	2 000	3 500	148 850		0		0	15 000	10 000	31 500	195 350
92	REC-655	Propriétaire à identifier			0	0	14	300	0		0		0					0		3 000		42 000		0		0	10 000	0	0	52 000
93	REC-657	Destiné	Marceline	F	0	0	14	300	0		0		0					0		3 500		49 000		0		0	10 000	2 000	6 300	65 300
94	REC-659	Toussaint	Benoît	M	0	0	8	300	0		0		0					0	2 000			16 400		0		0	10 000	0	0	26 400
95	REC-803	Jacques	Ducanord	M	560	0	42	250	140 000	0		0		0				0	800	1 200		41 340		0		0	20 000	0	0	201 340
96		Propriétaire à identifier			30 000	0		75	2 250 000	0		0		0				0				0		0		0	10 000		0	2 260 000
		TOTAL		85	98 399	0	2 180	NA	9 037 025	NA	3 750	NA	4 749	2	2	3	7	58 450				6 369 209	NA	1 624	NA	5 374	415 000	NA	563 193	16 458 374



ANNEXE C. ENTRÉE GROS MORNE (1/1000)



ANNEXE D : DÉTAIL DU BUDGET DES ACTIVITÉS DU PAR

Rubriques	Coûts (HTG)	%
A) Mesures de compensation		
1. Perte de cultures	58 450	0,25%
a. Plantations variées	0	
b. Arbres	58 450	
2. Perte de biens immeubles et/ou équipements	6 791 207	29,41%
a. Valeurs de remplacement	6 369 209	
b. Pertes revenus location	1 624	
c. Assistance location	5 374	
d. Assistance déménagement (Incluant réinstallation container et guérite)	415 000	
3. Perte de terres	9 045 524	39,17%
a. Valeurs de remplacement	9 037 025	
b. Pertes revenus location	3750	
c. Assistance location	4 749	
4. Perte d'usage de la terre affectant activité économique	563 193	2,44%
a. Pertes revenus - Propriétaires	563 193	
6. Dédommagement pour tout dommage additionnel (montant en réserve 5% de la valeur totale des compensations)	822 919	3,56%
Sous-total des Mesures de compensation	17 281 293	
B) Frais de fonctionnement		
1. Frais de fonctionnement	1 220 000	5,28%
2. Assistance technique	2 474 374	10,71%
3. Contingence (10%) (Au cas où des impacts n'auraient pas été pris en compte)	2 118 490	9,17%
Sous-Total des Frais de Fonctionnement	5 812 864	25,17%
Total Général	23 094 157	100,00%
Equivalent US \$ Taux 1 \$ = 65 HTG (20/03/2016)	355 294,72	

ANNEXE E : PHOTOS

Exemple de types de maisons rencontrés dans la zone du projet





Point d'eau, affecté par le projet



Terrain affecté par le projet

ANNEXE F : BARÈME DE PRIX PAR M², REVISÉ PAR LA COMMISSION TRI-SECTORIELLE DATÉ DE JANVIER 2011

MINISTÈRE
DES TRAVAUX PUBLICS
TRANSPORTS
ET COMMUNICATIONS



MINISTÈ
TRAVO PIBLIK
TRANSPÒ
AK KOMINIKASYON

Palais des Ministères

Palè de Ministè

Réf.

Le 30 MARS 2011

No.

**Barème de Prix par M² révisé par la Commission
Tri-Sectorielle daté de Janvier 2011**

1.- Construction blocs dalle béton achevée		10,000.00 @ 15,000.00
2.- Construction blocs dalle inachevée		5,000.00 @ 8,000.00
3.- Construction blocs tôles achevée		3,500.00
4.- Construction blocs tôles inachevée		2,500.00 @ 3,000.00
5.- Construction en maçonnerie roches		2,000.00
6.- Petite maison clissé maçonnerie tôles		1,200.00
7.- Petite maison clissé maçonnerie paille		800.00
8.- Clôture en blocs et roches		1,200.00 @ 2,000.00
9.- Terrain privé	M ²	250.00 @ 300.00
10.- Terrain rocheux	M ²	150.00 @ 200.00
11.- Plantations variées	M ²	75.00 @ 125.00

Commission d'Expropriation

ANNEXE G QUESTIONNAIRE DE RECENSEMENT

QUESTIONNAIRE RECENSEMENT / INVENTAIRE MÉNAGE-PAP		
No. d'enquête : _____	Coordonnées GPS :	Date : _____
No. photo(s) : _____	X : _____	Répondant/e : _____
PK de la route : _____	Y : _____	Enquêteur/trice: _____

Section 1. Caractéristiques du ménage

1.1 Nombre total de personne(s) dans le ménage :

1.2 Information sur la / le chef de ménage

IDENTIFICATION		Sexe (M-F)	Âge	No. de téléphone	Lieu de résidence (Si différent du lieu affecté)	Régime d'occupat.	Année(s) d'occupat.	Degré d'alpha.	Niveau d'étude	Situation de l'emploi	Activité Principale
NOM	Prénom										
				1							
				2							
Régime d'occupation du terrain affecté 1. Propriétaire 2. Locataire 3. Occupant sans titre 99. Autre (préciser)				Degré d'alphabétisation 1. Analphabète 2. Sait lire ET/OU écrire en créole 3. Sait lire ET/OU écrire en créole et en français		Situation de l'emploi du chef de ménage 1. Occupé à temps plein 2. Occupé à temps partiel 3. Sans occupation 4. À la recherche d'emploi 5. Femme au foyer 6. Retraité/e 7. Rentier/e 8. Étudiant/e 99. Autre (préciser)					
Nombre d'année(s) d'occupation du terrain affecté Inscrire le nombre d'année(s) d'occupation par le ménage				Niveau d'étude du Chef de ménage 1. Aucune étude achevée 2. Primaire non-complété 3. Primaire 4. Secondaire non-complété 5. Secondaire 6. Professionnel		Activité principale réalisée par le chef de ménage 1. Travailleur journalier 2. Petit commerce 3. Ouvrier(ère) 4. Travailleur/travailleuse dans les champs 99. Autre (préciser)					

Section 2. Inventaire des bâtiments et structures affectés par le projet

2.1 Liste des bâtiments et structures affectés par le projet

No.	Principal usage du bâtiment / structure	Régime d'occupation	Si Location, Montant Mensuel (Gdes)	Dimension						Type de construction
				Totale		Partie affectée (si différente)				
				(m x m)	(m ²)	(m x m)	(m ²)			
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										

Principal usage du bâtiment / structure : 1. Résidentiel 2. Agricole 3. Commercial 4. Éducation (École) 5. Culte (Église) 6. Approvisionnement en eau 99. Autre (préciser)	Régime d'occupation : 1. Propriété 2. Location 3. Occupant sans titre 4. Autre (préciser)	Type de construction : 1. Construction blocs dalle béton achevée * 6. Petite maison clissé maçonnerie tôles * 2. Construction blocs dalle inachevée * 7. Petite maison clissé maçonnerie paille * 3. Construction blocs tôles achevée * 8. Clôture en blocs et roches * 4. Construction blocs tôles inachevée * 9. Puits 5. Construction en maçonnerie roches * 99. Autre (préciser) <i>* Catégories de la Commission d'Expropriation (CE) du MTPTC 2011</i>
--	--	--

Section 3. Terres occupées par le ménage

3.1 Le ménage occupe-t-il une ou plusieurs parcelles autres que celle affectée par le projet ? (Oui/Non)

3.2 L'affectation ne permet pas le maintien sur la parcelle et nécessitera la réinstallation du ménage à un autre endroit : (Oui/Non)

3.3 Information sur la parcelle occupée ET sur la portion affectée par le projet

			Si	Dimensions	
--	--	--	----	------------	--

Usage principal de la parcelle	Type de terrain	Régime d'occupation	Location Montant Mensuel (Gdes)	Total Parcelle		Total Partie Affectée		Total Plantations variées affectées			Arbres Affectés		
				(m x m)	(m ²)	(m x m)	(m ²)	Culture(s) principale(s)	(m x m)	(m ²)	Espèce	Nombre	
												1	
												2	
												3	
												4	
												5	
												6	
												Total :	
Usage principal de la parcelle affectée: 1. Résidentiel 2. Agricole 3. Commercial 4. Éducation (École) 5. Culte (Église) 6. Approvisionnement en eau 99. Autre (préciser)		Types de terrain (Catégories CE): 1. Terrain de bonne qualité 2. Terrain rocheux		Régimes d'occupation du terrain: 1. Propriété 2. Location 3. Occupant sans titre 4. Autre (préciser)		Espèces d'arbres: 1. Cerisier 2. Cocotier 3. Manguier 4. Acajou Moyen 5. Acajou 6. Chêne Moyen 7. Chêne			8. Palmier 9. Frêne 10. Citronnier 11. Arbre Véritable 12. Sapin 13. Flamboyant 14. Oranger 15. Quenepier		16. Nim 17. À définir 18. À définir 19. À définir 20. À définir 21. À définir 22. À définir 23. Autre (Préciser)		

Section 4. Revenu mensuel du ménage

Type de travail de la source principale de revenu	Nombre de personne(s) participant au revenu mensuel du ménage	Revenu mensuel total du ménage	Revenu mensuel d'un commerce du ménage affecté par le projet (préciser types de commerce)		
			Montant (Gdes)	Montant (Gdes)	Explications
			1		
			2		
			3		
			4		

Type de travail de la source principale de revenu

1. Cultivateur	3. Ouvrier(ère)	99. Autre (préciser)
2. Petit commerce	4. Enseignant/e	

Section 5. Éducation

5.1 Ménage : Si des enfants vivant dans le bâtiment affecté à réinstaller hors de la parcelle vont à l'école, combien sont-ils? _

5.2 École : Si des étudiants suivent un enseignement dans le bâtiment affecté, combien sont-ils? Enfants : _

5.3 École : Combien de niveaux? ____

Section 6. Eau

6.1 Ménage : Quelle est la principale source d'approvisionnement en eau du ménage? ____

Principale source d'approvisionnement en eau du ménage

- | | | |
|---------------------------------|--------------------------------------|----------------------|
| 1. Eau courante sur la parcelle | 3. Puits communautaire hors parcelle | 99. Autre (préciser) |
| 2. Puits sur la parcelle | 4. Source hors parcelle | |

6.2 Point d'eau communautaire affecté : Combien de ménages utilisent le point d'eau (puits) affecté? __

Adultes : _____

Section 7. Santé

7.1 Est-ce que un ou plusieurs membres du ménage est suivi par un médecin pour problème de santé? (Oui/Non) ____

7.2 Si oui, identifier les principaux cas de maladies qui font l'objet d'un suivi régulier

No.	Maladie	No.	Maladie
1		2	

Section 8. Autres informations

8.1 Est-ce que l'habitat du ménage a de l'électricité? (Oui / Non) _____

Section 9. Consultation ouverte

9.2 Quels impacts **POSITIFS** pensez-vous que ce projet aura sur votre vie et celle de votre communauté?

No.	Impacts Positifs
1	
2	

9.3 Quels impacts **NÉGATIFS** pensez-vous que ce projet aura sur votre vie et celle de votre communauté ET quelles mesures d'atténuation privilégiez-vous?

No.	Impacts Négatifs	Mesures d'atténuation privilégiées
1		
2		

Section 10. Croquis et observations générales

[illegible]

OBSERVATIONS GÉNÉRALES : _____

Section 11. Reçu de recensement-inventaire

Une fois complété le processus de recensement-inventaire, un reçu doit être complété et signé par les parties en DEUX EXEMPLAIRES :

1. un exemplaire à **conserver par le projet** : formulaire ci-dessous incorporé au questionnaire ;
2. un exemplaire à **remettre à la PAP** : formulaire séparé que la PAP devra produire lors des étapes suivantes.

Réhabilitation de la RN5 Carrefour Joffre-Gros Morne
Plan d'Action de Réinstallation (PAR) / Plan aksyon reynstalasyon

RECENSEMENT / INVENTAIRE MÉNAGE-PAP - REÇU À CONSERVER PAR LE PROJET

RESANSMAN / ENVANTÈ FANMI-PAP - RESI POU PWOJÈ A

Nimewo resansman : _____ Date : _____	Enquêteur/trice / Envestigatè pou: SIYATI / Non : _____ Siyati : _____	PAP / Benefisyè : SIYATI / Non: _____
		Répondant/e / Moun ki te reponn: SIYATI / Non (si différent PAP) : _____ Relation avec PAP (si différent) : _____ Siyati : _____

ANNEXE H. PERSONNES RENCONTRÉES

NOM	PRENOM	FONCTION	PHONE
AGLEDOR	Albertho	Membre Association	40458423
AGLEDOR	Amson	Membre Association	41454101
AREUS	Gennane	Membre Association	42952124
BEAUGE	Ruben	Maire Gros Morne	
CHARIOT	Nathan	Membre Association	42152810
CLERVEAUX	Jean Mary	Membre Association	43901662
CLERVIL	Luc	Specialiste environnement UCE	
COLAS	Emmanuella	Specialist Social UCE	
DELVA	Eliovie	Notable	44661244
DESHOMMES	Frantz Elie	Specialist Social UCE	
DURACIEUX	Jonas	Membre Association	31430277
FORTUNE	Dociany	Représentant CASEC Poteau	
FORTUNE	Mertilial		34595354
FRANCOEUR	Lafiance	Membre Association	47461557
GILLES	Dieudonné	Membre Association	34053692
GILLES	Rosier		
INNOCENT	Geffrard		41050148
JEAN	Isma	Maire Adjoint Gros Morne	
MERAH	Mental		
MOISE	Samuel		36880623
ONNANDIEU	Dieudonné		34971867
ROULIO	Flemy		
SAMUEL	Manoucheka		33276869
SANOUT	Joceline	Membre Association	32113574
ST JEAN	Robert	Membre Association	33242235
TERMITUS	Wilfrid	Membre Association	

ANNEXE I. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Agence Japonaise de Coopération Internationale. **Lignes directrices relatives aux considérations environnementales et sociales**. Avril 2010

Banque Mondiale, 2006. *Social Resilience and State Fragility in Haiti, A Country Analysis*, Rapport No. 36069-HT.

Cernea, Michael. *Involuntary Resettlement in Development Projects, Policy Guidelines in WorldBank - Financed Projects, World Bank*, Technical Paper number, ISSN 0253- 7494n : 80.

Gouvernement de la République d'Haïti, Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), Direction Départementale de L'Artibonite, Mai 1997. **Éléments de problématique départementale de l'Artibonite**, avec l'appui du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), du Centre des Nations-Unies pour les Établissements Humains (CNUEH-Habitat) et du Projet d'Appui en Aménagement du Territoire (HAI-94-016), Port-au-Prince.

Gouvernement de la République d'Haïti, Novembre 2008. **Rapport d'évaluation après désastre, Cyclones Fay, Gustav, Hanna et Ike**, avec l'appui de la Banque Mondiale, du Système des Nations-Unies et de la Commission Européenne, Port-au-Prince.

Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, Comité de Préparation, 2009. **Document de stratégie nationale pour la croissance et pour la réduction de la pauvreté**, Secrétariat technique du Comité Préparatoire pour le DSNCRP.

Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS), 2000. **Analyse de la situation de l'habitat en Haïti**, Université Quisqueya (UniQ), Centre d'habitat salubre de la République d'Haïti (CHSRH).

PNUD, Ministère de l'Environnement, 2007. **Impact socioéconomique de la dégradation des terres en Haïti et interventions pour la réhabilitation du milieu cultivé**, version finale.

PNUD, 2009. **Plan d'Action du Programme de Pays du Gouvernement de la République d'Haïti et du Programme des Nations Unies pour le développement, 2009-2011**.

SNC-Lavalin International inc., Mars 2011. **Projet de reconstruction post-séisme en Haïti**.

SNC-lavalin International inc et LGL SA, **Plan d'Action et de Réinstallation, projet de réhabilitation de la Route nationale no1 Gonaïves-Ennery**, Aout 2012